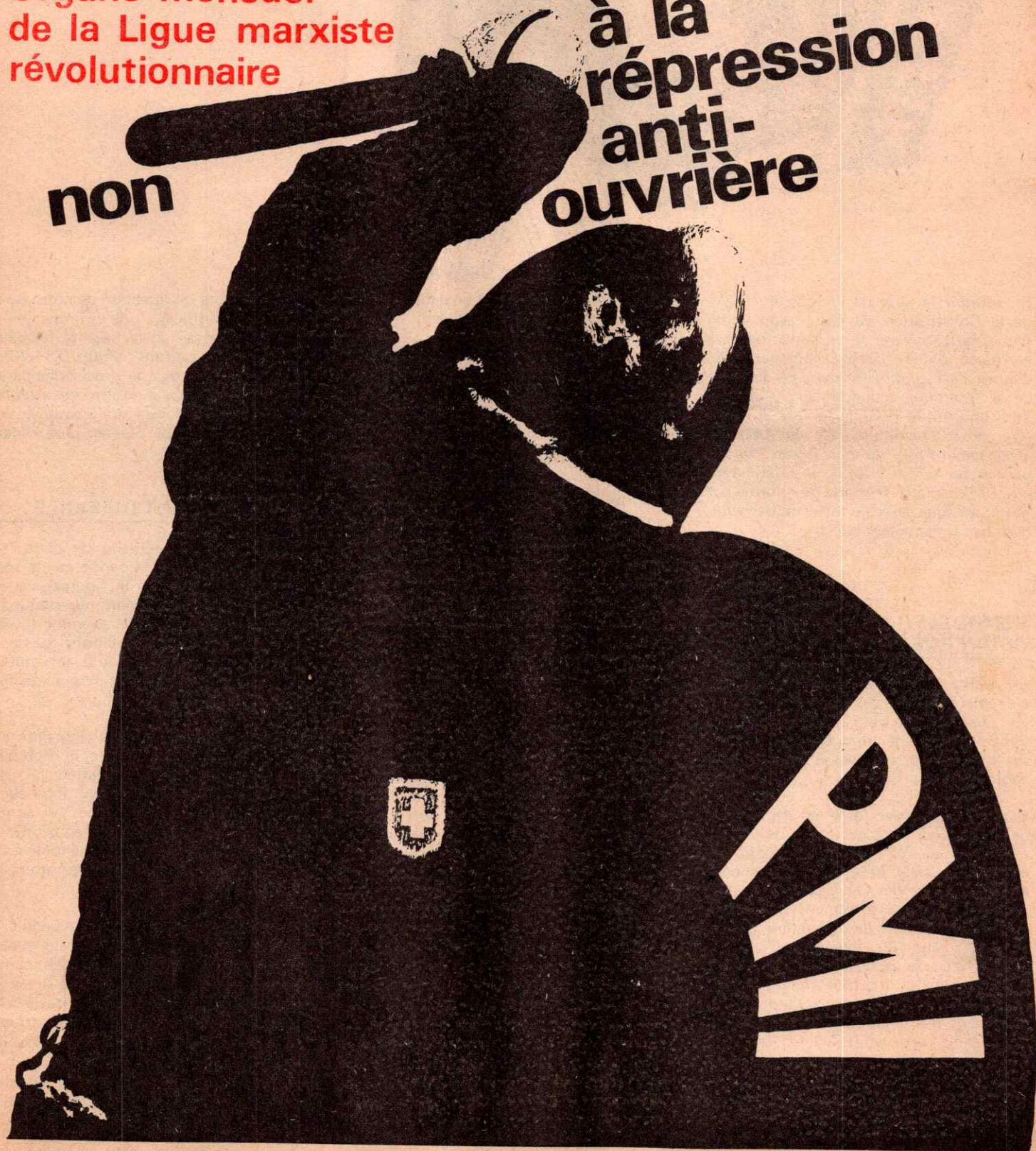


la brèche

J. A. 1000 Lausanne

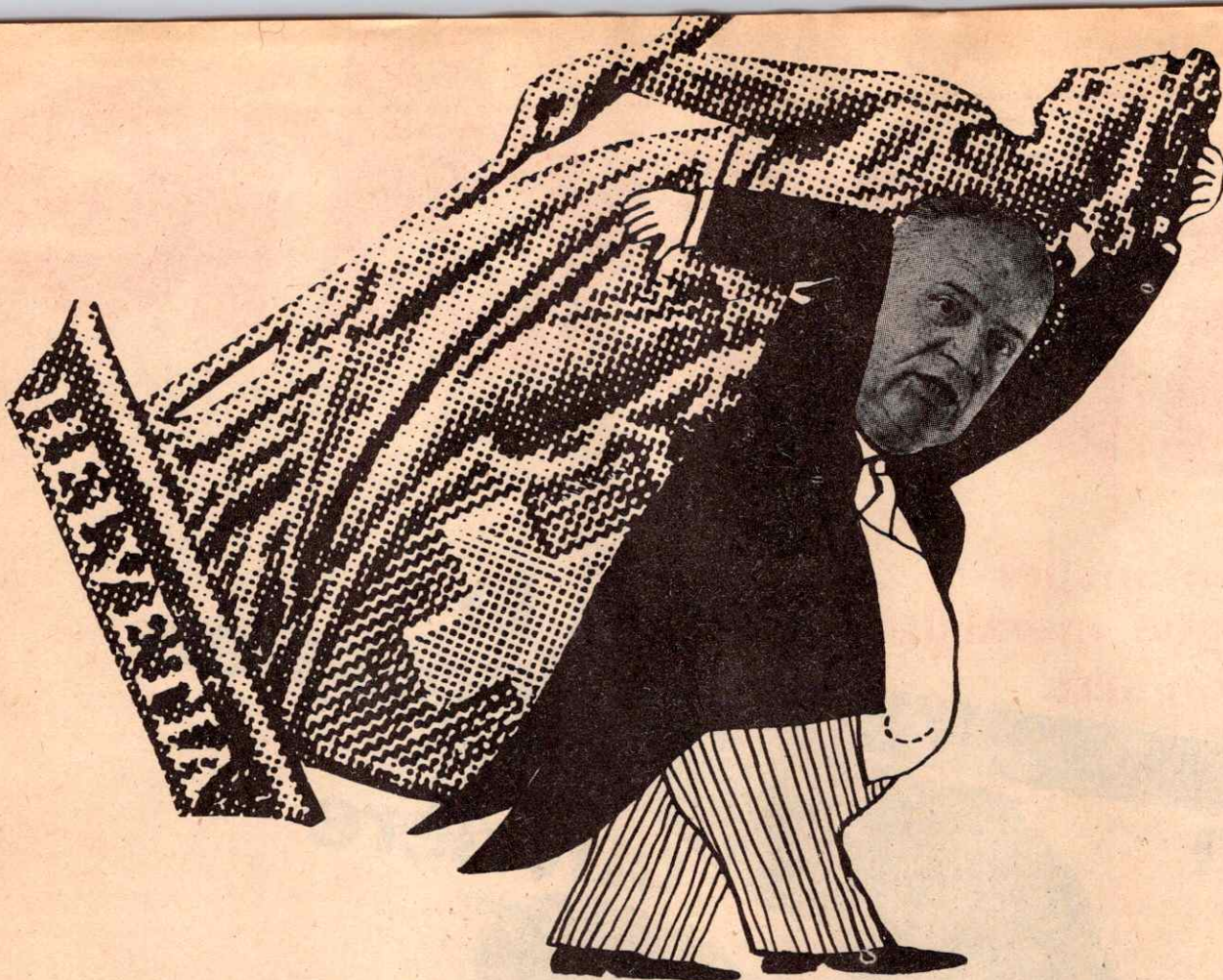
Organe mensuel
de la Ligue marxiste
révolutionnaire

non à la
répression
anti-
ouvrière



N° 13/11 décembre 1970

fr. 1.- 30



En retirant le taux de l'imposition fiscale de la Constitution, M. Celio avait voulu d'une part accélérer le processus de mise en place d'une fiscalité conjoncturelle, d'autre part supprimer dans ce domaine de la "politique économique" le référendum obligatoire pour le remplacer par le référendum facultatif. La votation du 15 novembre lui "donnait raison" sur ce dernier point. En effet, si le référendum eut été facultatif, le projet de réforme eut passé, puisque la seule majorité des voix, dans ce cas, est suffisante !

REMODELER LE GOUVERNEMENT

En réalité, une fois de plus apparaissait clairement la crise des structures du pouvoir, la difficulté pour les cercles les plus dynamiques de la bourgeoisie de mettre sur pied les instruments d'une politique conjoncturelle.

Et ressurgissent avec force les affirmations de M. Brugger : "L'évolution des temps modernes lui (à l'Etat) impose donc des réalisations plus importantes, des décisions claires et des résultats rapides. Cet objectif n'est pas forcément compatible avec notre système de démocratie directe ni avec celui du fédéralisme". (FAL 27.9.70). Or, le 15 novembre, ce fut bien le fédéralisme et la démocratie directe qui jouèrent à plein. Ainsi, vu les blocages du parlement, que la multiplication des initiatives révèle fort bien, et vu les "détours" de la démocratie, on peut juger combien se manifeste l'urgence de la triple opération : renforcement des moyens de politique conjoncturelle, intégration des

syndicats dans le cadre d'un début de politique des revenus, resserrement du bloc radical-socialiste.

Pour ce qui est du premier point, il semble bien que la commission d'experts chargée d'étudier les possibilités d'une "imposition globale de la demande" puisse avoir des chances de faire aboutir son projet début 71. Ceci d'autant plus qu'elle pourra jouer la carte de la lutte anti-inflation. En outre, le dernier Congrès de la FOMH a marqué un tournant quant à l'intégration syndicale nouveau style, et la victoire de la tendance favorable à une politique des revenus. En effet, que ce soit dans le domaine de la formation professionnelle, de la sécurité sociale et même de la politique économique, la FOMH a fait un pas important dans le sens de la "participation", de la "cogestion".

Enfin, pour ce qui est du renforcement de l'alliance à quatre Celio-Brugger-Tschudi-Graber, il semble bien que les choses vont bon train. Lors de la discussion du budget, Ed. Wyss, président du groupe socialiste, insista sur la nécessité "de l'évolution vers un Etat plus social", ce qui montre bien que les sociaux-démocrates exigent des concessions sur ce plan, en compensation de leur étroite collaboration. Si ces concessions ne sont pas faites, vu le développement d'un courant réformiste parmi l'ensemble des salariés, les sociaux-démocrates risquent de faire les frais de l'opération lors des prochaines élections. Mais, par contre, Wyss ne manque pas de souligner que les socialistes considèrent, après la votation du 15 novembre, "que l'institution de cette double majorité ne remplit plus son rôle". En outre il souligne que cela "nous empêche de faire des

progrès, tant en direction de notre participation à l'édification de l'Europe que vers l'harmonisation de la fiscalité fédérale et de celles des cantons" (P.etS. 3.11.70). Ici la fonction de la social-démocratie, comme pilier d'une réforme des structures du pouvoir en faveur de la bourgeoisie de pointe, devient de plus en plus évidente.

UN TOURNANT DIFFICILE

Evidemment, la réussite de cette triple opération est conditionnée par la marge de manoeuvre que la bourgeoisie aura pour faire les concessions nécessaires à ses partenaires. Or, si l'on examine la situation actuelle du capitalisme suisse, on s'aperçoit rapidement qu'il accumule un certain nombre de difficultés auxquelles il n'est pas "habitué".

Durant la fin des années cinquante et le début des années soixante, le capitalisme suisse ne connut ni inflation galopante — le taux restait largement inférieur au taux européen — ni récession, si ce n'est un tassement conjoncturel en 67. Or, les facteurs expliquant ces phénomènes ne sont plus aujourd'hui aussi opératoires que par le passé.

Le plein emploi qui règne depuis des années ne doit pas être considéré en soi. Il ne prend de sens que si l'on tient compte de la faculté que le capitalisme suisse a eu d'importer de façon massive de la main-d'oeuvre étrangère, ce qui décontractait considérablement le marché du travail et permettait de jouer le même rôle de pression sur les salaires qu'un volant de chômage dans d'autres pays. L'année 1967 en fut l'exemple le plus clair. Ceci

l'offensive patronale

jouait d'autant plus que l'immigration était dirigée vers les secteurs industriels, dont les salaires étaient les plus bas (papier, habillement, textile, alimentation, etc.). Si l'on ajoute à cela les limitations de mobilités entre secteurs industriels et entre régions, l'on comprend mieux la fonction attribuée à cette masse de travailleurs immigrés sur le marché du travail.

Jusqu'en 1959-60, parallèlement à cette entrée de travailleurs immigrés, jouait la mobilité des travailleurs suisses qui se dirigeaient vers les secteurs industriels les mieux rémunérés : chimie, métaux-machines, horlogerie, etc. Mais, dès 1960, vu l'augmentation des capacités d'emploi de secteurs comme les métaux-machines, horlogerie et chimie, et vu le départ vers d'autres secteurs des travailleurs suisses, on assiste à une augmentation du nombre des travailleurs étrangers dans les secteurs les plus dynamiques. Ceci permit au patronat d'une part de limiter considérablement les augmentations de salaires dans ces secteurs, et d'autre part, vu les améliorations de la productivité, d'accroître la plus-value relative. Ainsi, les experts de l'OCDE considérant en 67 que "la hausse des coûts salariaux par unité de production industrielle est tombée de près de 6 % (Taux annuel moyen) dans les années 61-63, à moins de 2 % dans les années 64 à 66." (OCDE, déc. 67, p. 15).

Aujourd'hui, dans la mesure où la bourgeoisie s'est trouvée obligée — pour des raisons essentiellement politiques — de limiter considérablement l'entrée de travailleurs étrangers, le marché du travail s'est assez fortement tendu. Le patronat craint dès lors que la dynamique salaire-productivité ne soit plus aussi favorable,

ce qui entraînerait une diminution de la plus-value relative. Ainsi le patronat, avec l'aide de l'Etat, lance une offensive anti-salariale en insistant sur la nécessité d'une discipline plus grande dans le domaine des salaires. Cette offensive patronale contre les salaires apparaît dans sa clarté lorsque l'on examine la croissance des investissements. En effet la dynamique salaires-productivité détermine le taux de profits, qui lui-même détermine le taux d'accumulation du capital. Or, si l'on considère le taux d'accroissement des investissements, on remarque qu'il fut de 11 % en 69 et qu'il apparaît ne pas devoir être inférieur en 1970, alors qu'il s'élevait à 5,8 % en 68.

Or, les investissements dans le secteur industriel, se déplacent de plus en plus vers des dépenses d'équipement, ce qui implique une accélération du processus de rationalisation. La part relative des dépenses d'équipement par rapport à la formation globale du capital a passé de 29,5 % en 1960 à 34,3 % en 1969. **De tels investissements ne sont possibles que par l'appropriation privée d'un volume gigantesque de travail social.**

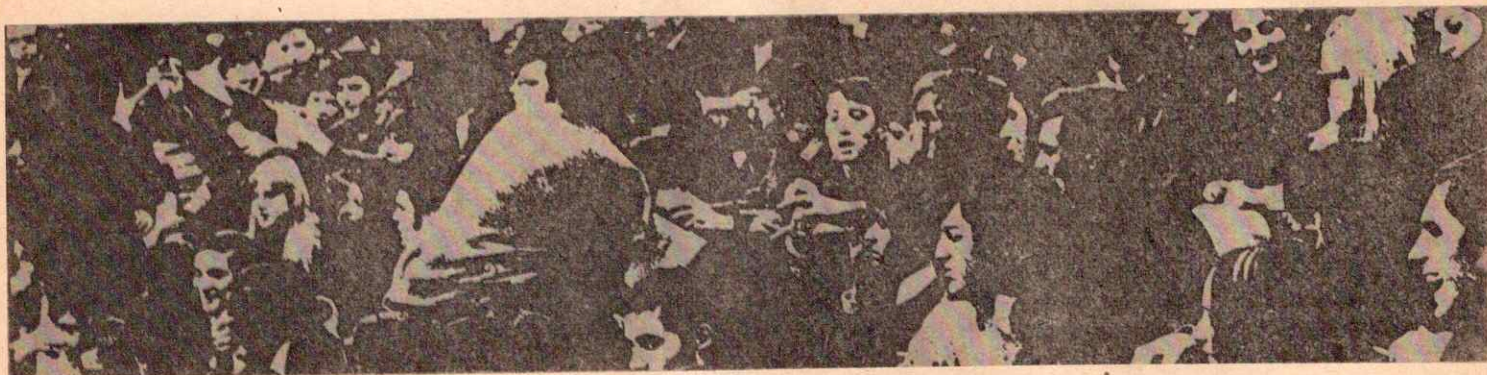
Ainsi comme le patronat ne peut plus utiliser l'importation massive de travailleurs étrangers pour faire pression sur les salaires, afin de ne diminuer en rien ses profits gigantesques, il tente d'instaurer une politique de limitation des salaires. Et M. Celio lui-même parle de mesures aptes à bloquer les prix et les salaires — et l'on sait combien ces blocages s'appliquent unilatéralement du côté des salaires — et regrette que les bases constitutionnelles n'existent pas pour appliquer cette politique. Mais nous pouvons faire confiance au patronat et à son partenaire social

— l'USS — pour arriver à maîtriser la soi-disant augmentation affolante des salaires, alors que tous les chiffres affirment le contraire. En effet, il n'est qu'à constater que la part des dépenses des consommateurs par rapport au PNB, passe de 58,6 % en 65 à 57,5 % en 69, ou encore que durant le premier semestre de 70, les importations de biens d'investissements ont cru par rapport au premier semestre 69 de 47 %, alors que les importations de biens de consommation augmentaient de 20 %. Où se trouve donc la fameuse pression de la masse de salaires qui ferait augmenter les prix ?

La campagne lancée contre les hausses excessives de salaire est donc essentiellement déterminée par la nouvelle situation du marché du travail. On se rend compte que le patronat doit, pour la première fois, user d'autres moyens que durant les années 50 pour limiter les salaires et que seule une politique conjoncturelle qui nécessite la triple opération politique que nous avons soulignée peut les lui fournir. La difficulté réside dans le fait que la réussite de ce tournant nécessite justement quelques concessions du patronat aux travailleurs. Mais vu la politique syndicale, il semble bien que ces concessions iront dans le sens de l'acceptation par le patronat de quelques revendications marginales et ne touchant en rien au fond du problèmes : subventions à la formation, avantages aux syndiqués, cogestion, "indemnité et licenciement équitable (!)" dans le cas de modifications structurelles et technologiques de l'entreprise" (revendication du Congrès de la FOMH).

à suivre

pour la libre activité politique à l'université



LAUSANNE : IMPOSONS LA LIBRE ACTIVITE POLITIQUE DANS L'UNIVERSITE

Notre camarade Michel Thévenaz vient d'être convoqué (pour le 4 décembre) devant une commission disciplinaire d'enquête de l'Université de Lausanne, pour ses activités politiques dans l'université. L'affaire remonte au semestre dernier : lors de l'invasion du Cambodge par les troupes US et à la suite de l'assassinat de 4 étudiants à Kent, les étudiants de la LMR avaient organisé, malgré l'interdiction des autorités universitaires, un meeting de solidarité au mouvement anti-guerre américain, qui s'était d'ailleurs transformé en un débat sur la liberté d'expression dans l'université, vu les mesures prises par l'administration,

UNE VIEILLE REVENDICATION

Derrière ce cas précis, c'est en fait une vieille revendication étudiante qui ressurgit : celle de la liberté d'expression et d'activité politiques dans l'université. En mai-juin 1968 déjà, elle figurait (avec le droit d'affichage et de libre réunion) dans le programme des assemblées étudiantes. Au début de cette année, lors de la tentative d'expulsion d'un étudiant allemand pour participation à un meeting sur le Vietnam, elle avait à nouveau été défendue par plus d'une centaine d'étudiants.

Le règlement de l'université de Lausanne est en effet très strict à cet égard... pour ce qui est des étudiants. Car bien entendu, personne n'empêche un professeur de diffuser "ses idées", ni un membre du gouvernement d'exposer la "politique universitaire" officielle dans les locaux universitaires. Les étudiants au contraire, doivent soumettre toutes leurs activités au sein de l'université au contrôle du rectorat, qui se charge arbitrairement de trancher entre ce qui est "strictement universitaire" et ce qui relève de la "propagande politique". Il n'est pas nécessaire d'expliquer qu'une telle mesure permet

tout simplement, sous prétexte que la science et la recherche sont neutres et désintéressées, de museler les étudiants et d'empêcher qu'ils ne remettent en cause les fondements sociaux de l'université bourgeoise. L'article du règlement avait d'ailleurs été ajouté 44 ans après l'adoption du règlement, en 1960, à la suite des premières mobilisations du Mouvement Démocratique des Etudiants.

LE CONTEXTE DE LA RENTREE

Mais la question de la liberté d'expression et d'activité politique dans l'université ressurgit aujourd'hui dans un contexte bien précis. Depuis la rentrée de cet automne, les Comités d'Action qui se sont formés dans plusieurs facultés ont été régulièrement soumis à des tracasseries ridicules : affiches arrachées, interdiction de se réunir dans les locaux universitaires, téléphones aux parents (oui : à papa et maman !), électricité coupée, bâtiment fermé, gardé par un pauvre gendarme éberlué, etc.

Comme nous le soulignons dans le dernier numéro de La Brèche, les autorités universitaires, incapables de promouvoir rapidement les mesures qui lui permettraient d'atténuer, provisoirement, les manifestations trop évidentes de la crise universitaire, tentent de "prévenir" toute "contestation", et il ne leur reste qu'un seul atout : les mesures de répression directe.

DE LA DEFENSIVE A L'OFFENSIVE

Mais ces mesures apparaissent très nettement comme des mesures de défense. Leur ridicule n'émeut personne. En montrant les crocs, la vieille garde libérale qui domine encore l'enseignement et l'administration de l'université fait plutôt penser à un bâtarde pelé qui défend son os. N'ayant rien d'autre à offrir aux étudiants

que ses bâtiments et son académie ver-moulus, elle s'acharne sur les "gauchistes". Le vice-recteur Giddey allait même jusqu'à affirmer que si son enseignement était critiqué, il l'arrêterait sine die.

Un récent article de la Gazette de Lausanne (30 nov. 1970) laisse cependant apparaître les tensions qui divisent aujourd'hui la bourgeoisie, jusque dans les milieux libéraux eux-mêmes. Sous le titre "Et pourquoi ne pas établir le dialogue politique à l'université ?", M. M.A. Panchaud écrit : "On en arrive alors à se demander si certaines règles, celle notamment excluant le débat politique à l'Université, ont encore leur raison d'être. Sans doute, si l'on pouvait prendre des mesures efficaces pour les faire respecter par tous (sic !). Ce n'est malheureusement plus le cas. Dès lors, il ne reste plus qu'une solution : rétablir la légalité en modifiant les règles et, dans le cas qui nous occupe, non seulement offrir aux étudiants les instruments d'une représentation auprès des autorités, mais aussi ceux d'un dialogue politique à leur niveau qui ferait de cette représentation un reflet plus exact de leurs intentions."

L'idée est touchante : tenter de rétablir, en période de crise du système capitaliste, dont la crise universitaire est l'une des manifestations explosives, et au moment où la bourgeoisie instaure dans les universités les instruments d'un rectorat fort, les règles de la démocratie libérale... Limitée d'ailleurs, puisqu'il ne s'agit que de "mieux représenter" les étudiants auprès des autorités universitaires.

Elle pourrait cependant être reprise par l'aile "moderniste" de la bourgeoisie, qui s'est déjà ouvertement déclarée favorable, sous certaines conditions, à la liberté d'activité politique dans l'université (M. Goetschin, entre autres, lors d'un meeting étudiant).

Une politique plus libérale envers les étudiants sera le paravent indispensable de la mise en place efficace d'un rectorat fort,

de l'accélération de la rentabilisation de l'université. Mais une telle politique exige de l'argent pour pouvoir offrir aux étudiants de sensibles améliorations techniques et matérielles dans l'enseignement. Or, de ce point de vue, il n'y a pas de solution à court terme pour la bourgeoisie : à la Conférence Universitaire Suisse, M. H. Alemann, délégué aux questions conjoncturelles, a déclaré que tous les budgets universitaires étaient déjà employés jusqu'en 1973. Il n'est pas impossible cependant que, vu l'acuité de la crise, l'aile "moderniste" et technocratique passe ici ou là à l'offensive, comme on le constate déjà dans les nouveaux bâtiments de Dornach où tout est soigneusement élaboré pour intégrer les étudiants.

UN REVELEUR

On le voit, la question de la liberté d'expression et des droits politiques devient le révélateur de la situation universitaire et des forces politiques qui s'y affrontent, puisqu'on voit même pointer aujourd'hui le nez de quelques fascistes notoires.

Ce n'est pas un hasard. L'université n'est plus et ne peut plus être le haut lieu de science soi-disant désintéressée où se forgeait et se propageait l'idéologie d'une bourgeoisie encore relativement bien assise dans les fauteuils du pouvoir économique et social. D'une part, depuis le début de la phase impérialiste, et plus particulièrement depuis la crise de 1929 et la montée du fascisme, le capitalisme est incapable de maîtriser les forces qu'il a lui-même développées (pensez à des exemples aussi divers que la pollution, le sous-développement du "tiers-monde", l'inflation, etc.), et cette faillite historique de la bourgeoisie ébranle aujourd'hui les fondements de son idéologie : que signifie encore la "scientificité" de l'économie, de la sociologie, de la psychologie bourgeoises, lorsque ces "sciences" ne parviennent plus à maîtriser les lois de l'économie et de la société ?

D'autre part, les étudiants ne forment plus l'élite intellectuelle, socialement indépendante, du XIXe et du début du XXe siècle. Dans leur grande majorité futurs salariés, ils sont soumis aux exigences et aux critères de rentabilité qui déterminent toute formation professionnelle en société capitaliste.

Insérée plus directement dans l'ensemble du système capitaliste (par le contrôle de l'industrie privée sur la formation et la recherche et par les mesures étatiques de politique universitaire), l'université emmagasine du même coup toutes les contradictions de cette société dont elle devient en quelque sorte le reflet. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que la question des droits politiques devienne la pierre d'achoppement sur laquelle vient se briser l'édifice imaginaire de la "science pure" et révèle du même coup les oppositions politiques et les forces sociales antagonistes qui ébranleront l'ensemble du système capitaliste.

DEFENDONS LA LIBERTE POLITIQUE

Dans ce contexte, la position des autorités universitaires prend sa véritable portée politique. Elle ne vise pas à "garantir la liberté scientifique", mais à juguler la "contestation" de l'ordre social et politique existant.

Or, dans la situation politique et économique actuelle, cette "contestation" est particulièrement inacceptable pour la bourgeoisie. Préparant son adhésion au Marché Commun, elle doit, aussi rapidement que possible, réorganiser et rationaliser son appareil économique, dont la rentabilisation de l'université n'est qu'un maillon. Dans les entreprises, on demande aux travailleurs un effort de discipline, on s'efforce d'améliorer le rendement, on préconise le blocage des salaires; dans l'université, on appelle les étudiants à la patience et on fait taire les "contestataires", faute de pouvoir les intégrer.

C'est pourquoi la lutte pour la liberté politique dans l'université n'est qu'un maillon de la lutte d'ensemble contre toute forme de répression : expulsion de travailleurs étrangers, interdiction prononcée contre des militants d'extrême-gauche comme Mandel, listes noires dans les entreprises, mise sur pied de polices d'entreprises (comme dans la chimie bâloise), instauration de la PMI, etc. Car toutes ont le même objectif : museler ceux qui contestent à la bourgeoisie le droit d'organiser à son profit l'activité des hommes et des machines.

Car en définitive les étudiants ne contestent rien d'autre, lorsqu'ils refusent que l'université devienne "l'usine à cadres" de l'industrie privée et de l'Etat bourgeois, lorsqu'ils dénoncent l'utilisation des travailleurs intellectuels et scientifiques pour le seul profit du capital.

LA BEQUILLE DU PSS

Jusqu'ici, le Parti Socialiste est resté parfaitement muet (y compris les rares "étudiants socialistes" qui subsistent) sur ce qui se déroule dans l'université. Cela n'a rien de surprenant. Depuis 1959, date de son entrée au gouvernement fédéral, le PSS s'est fait le soutien inconditionnel de la rentabilisation de l'université, et tout récemment encore, lors de l'inauguration de Dornach, M. Tschudi expliquait, après avoir souligné les difficultés actuelles de l'aide fédérale : "C'est pourquoi nous devons nous demander en premier lieu comment on pourra rehausser derechef la considération et l'estime dont nos universités doivent jouir auprès de la population" (Gazette de Lausanne, 13 nov. 1970). Faire croire qu'en liant plus étroitement l'université à l'industrie privée, qu'en la réorganisant en fonction des besoins de "notre" économie et de "notre" recherche de pointe, l'Etat (bourgeois) rend un service d'utilité publique qui mérite "la considération et l'estime" de la population, telle est en définitive la politique du Parti Socialiste. Et il sera

certainement l'un des premiers à jouer le gendarme contre ceux qui, dans l'université, voudront détruire ce mythe. Ajoutons d'ailleurs que si l'université que défend le PSS doit bien entendu rester "neutre", cela n'empêchera pas M. Graber de tenir dans ses locaux, à Genève, une conférence sur "La Suisse dans le monde"...

LE SILENCE DU PST

Quant au Parti du Travail, l'université n'existe tout simplement pas pour lui. Incapable d'envisager la lutte politique à une autre échelle que celle du parlement et de la pression électorale des "masses populaires", il attend sans doute que la question des droits politiques à l'université soit à l'ordre du jour du Grand Conseil pour élever quelque "vigoureuse" protestation sur le principe, tout en se désolidarisant, si ce n'est en paroles du moins pratiquement, des "trublions gauchistes".

DEVELOPPER LA LUTTE

Dans ce contexte politique d'ensemble, on comprend pourquoi les tensions qui se manifestent aujourd'hui dans l'université se réduisent à peu de choses près à un affrontement entre la frange avancée des étudiants, organisée dans la Fédération des Comités d'Action, et le rectorat. L'attitude du PSS et bien plus encore du PST laisse les étudiants se battre seuls, isolément sur une question pourtant décisive.

Par le travail de ses militants au sein de la Fédération des Comités d'Action, la LMR a déjà apporté son soutien actif à la campagne qu'elle mène pour imposer la libre activité politique dans l'université. Il s'agit actuellement d'obtenir le maximum possible dans le rapport de force actuel, à savoir la levée du huis clos de la commission d'enquête et la mobilisation des étudiants contre toute mesure prise par les autorités universitaires contre notre camarade.

Mais à une plus large échelle, la constitution d'un instrument de défense propre des travailleurs et des étudiants contre la répression bourgeoise, organisé à l'échelle nationale, devient nécessaire.

De plus, la lutte engagée aujourd'hui par la Fédération des Comités d'Action ne doit pas se limiter à la défense d'un camarade. Il s'agit désormais d'élargir le débat politique dans tous les domaines de la vie universitaire : dans les cours et les séminaires, par une critique régulière du contenu social de l'enseignement; de manière autonome, en organisant des débats publics et politiques que l'université bourgeoise cherche à nier ou à évacuer de sa "recherche scientifique". C'est d'ailleurs là une manière de réinstaurer dans l'université la véritable fonction du travail intellectuel : celle de la critique scientifique. Et à ce titre, la science ne peut être que politique.

2 décembre 1970

Cellule étudiants
de la LMR

les "caisses de r

LES TROIS PILIERS DE LA SAGESSE DU CAPITALISME HELVETIQUE

Au mois de septembre dernier, la "Feuille Fédérale" publiait le volumineux rapport de la "commission Kaiser" (commission chargée par le Conseil fédéral d'examiner les mesures propres à renforcer le deuxième pilier de la "sécurité sociale"), dont la presse a donné, au cours des semaines qui suivirent, divers commentaires, qui ont contribué à réanimer la discussion autour de la question de la prévoyance et de la sécurité sociale en Suisse. Ce renouveau d'intérêt pour ce problème a même dépassé en ampleur les quelques remous qu'avait suscité, au cours de ces deux dernières années, le lancement successif de trois initiatives populaires.

Dans certaines entreprises, des questions ont surgi, dénotant parfois une certaine inquiétude des travailleurs quant à la sauvegarde de leurs intérêts en la matière. D'autres questions, par ailleurs, ont montré clairement que le système des "trois piliers" n'inspirait plus confiance à un nombre grandissant de travailleurs.

On sait qu'avec son système des "trois piliers", la Suisse est l'un des pays avancés d'Europe les plus retardataires dans le domaine de la sécurité sociale. (*)

L'AVS-AI n'est qu'une assurance de base, selon la conception imposée par la bourgeoisie. Bien qu'obligatoire et organisée par l'Etat, elle demeure très nettement insuffisante. Même après sa prochaine révision (la 8e, prévue pour 1973), elle ne couvrira au mieux, que la moitié des besoins élémentaires des vieux travailleurs.

Le 2e pilier est donc une assurance complémentaire à l'AVS, qui, cependant n'existe pas pour un tiers des travailleurs. Pour les deux autres tiers, ses prestations sont extrêmement variables (55 % d'entre eux seulement, par exemple, touchent une rente dépendant du salaire; par ailleurs, on relève que 38 % seulement des salariés de fabriques sont assurés par le 2e pilier).

Si le 2e pilier est loin de garantir un complément de retraite à tous les salariés, on constate en plus que ce complément est dérisoire pour la plus grande partie d'entre eux.

Quant aux cotisations, elles mettent en évidence également l'anarchie qui caractérise ce deuxième pilier, de même que la disparité d'une assurance à l'autre, d'une entreprise à l'autre.

En moyenne générale pour la Suisse, la part versée directement par les salariés représente le tiers des cotisations encaissées par les institutions du 2e pilier. Dans bien des entreprises — et souvent dans la métallurgie — on s'en tient à 50 % de part et d'autre.

En cas de changement d'entreprise, le salarié affilié à une caisse du 2e pilier est pratiquement toujours défavorisé, et à plus forte raison lorsqu'il quitte le pays.

Le 3e pilier est constitué par l'épargne personnelle. Mais, comme le dit le rapport de la commission chargée par le Conseil fédéral d'examiner les mesures propres à renforcer le 2e pilier (rapport Kaiser) : "Il tombe sous le sens que dans les classes de revenus inférieurs et parfois dans les classes de revenus moyens, il n'y a généralement plus de place, ou presque plus, pour le 3e pilier".

VERS DES MODIFICATIONS IMPORTANTES

Depuis quelques années, tout le monde veut "améliorer" la sécurité des vieux travailleurs : initiatives populaires, projets de lois, rapports d'experts, résolutions syndicales, etc. ne se comptent plus. Cependant, les mobiles d'une telle sollicitude ne sont pas identiques dans tous les cas.

Pour la bourgeoisie, l'urgence d'une modification du système actuel découle de la perspective de l'entrée de la Suisse dans le Marché commun, qui devient de plus en plus évidente et se fera beaucoup plus rapidement qu'on ne le croyait encore il y a peu de temps.

L'intégration de la Suisse dans le Marché commun va en effet obliger la bourgeoisie suisse à adapter sa sécurité sociale à celle des pays du Marché commun (pour ce qui est des prestations tout au moins).

Pour parvenir à une amélioration substantielle des prestations de l'assurance vieillesse, deux voies fondamentales divergentes sont possibles :

1. suppression du 2e pilier, anarchique, compliqué, hétérogène, partiel et facultatif, et extension de l'AVS, ou plutôt, transformation de l'AVS-assurance de base en une AVS-pension de retraite;
2. maintien de l'AVS actuelle, avec quelques améliorations, et généralisation du 2e pilier rendu dès lors obligatoire.

LES INTERETS DE LA BOURGEOISIE

En mai 1969, plusieurs quotidiens de Suisse romande publiaient un communiqué de la Société pour le Développement de l'Economie suisse, qui affirmait ceci :

"Les caisses de pension, les caisses de dépôts d'épargne, les fonds de prévoyance et les assurances de groupe, c'est-à-dire les branches privées de la sécurité sociale (2e pilier), constituent d'importantes réserves de capitaux. Ils fournissent annuellement 2,8 milliards de francs de capitaux d'épargne pour les investissements dans l'économie... La somme totale fournie par ces sources ainsi que par les assurances sur la vie individuelles et les dépôts bancaires constitués à des fins de prévoyance et d'épargne (3e pilier), et qui est placée dans l'économie suisse, est aujourd'hui estimée à 70 milliards de francs environ".

Le rapport Kaiser, dont nous avons déjà parlé, déclare de son côté : "L'assurance sociale privée, soit essentiellement le 2e pilier, contribue dans une large mesure à la formation de capital dans l'économie nationale; elle a constituée de manière presque permanente depuis 1948 environ un cinquième de l'épargne totale".

Contrairement à l'AVS, qui distribue chaque année en prestations la quasi-totalité de ce qu'elle encaisse comme cotisations, les assurances du 2e pilier accumulent les cotisations encaissées et ne distribuent, en gros, que l'intérêt des capitaux ainsi formés.

C'est là que réside l'immense intérêt porté par la bourgeoisie au système actuel, qui met à sa disposition des dizaines de milliards de

retraite " en question !



francs (plus de 70 milliards actuellement, on l'a vu) à des conditions extrêmement favorables pour elle.

Le banquier E. Pictet, de Genève, écrivait, dans le journal AGEFI du 19 avril 1970 :

"Les actifs que l'on trouve le plus souvent dans les caisses de pension sont de nature diverse, tels que biens immobiliers, soit de rapport, soit utilisés par l'entreprise elle-même, des hypothèques, des créances contre l'entreprise ou encore des dépôts à terme auprès de banques et d'institutions financières. Enfin, on y trouve aussi des titres, actions ou obligations".

On connaît ainsi bien des entreprises qui ont financé tout ou partie de leur extension grâce aux capitaux accumulés... par les cotisations de leurs ouvriers !

LES INTERETS DE LA BUREAUCRATIE SYNDICALE

Ils sont clairs. La presse syndicale les met en évidence constamment. Ainsi, le 22 avril 1970, dans "La Lutte syndicale", Théo Chopard écrivait à propos de la suppression du 2e pilier :

"Cette solution est inacceptable pour les syndicats. Elle entraînerait la disparition des institutions qu'ils ont créées et qui contribuent à renforcer les liens avec leurs membres, comme aussi des caisses professionnelles et d'entreprises — qui sont l'une des articulations d'une coopération organique entre organisations syndicales et patronales".

Théo Chopard ne dit pas que la suppression du 2e pilier est inacceptable pour les salariés, mais bien pour les syndicats, c'est-à-dire pour les bureaucrates syndicaux. C'est une nuance de taille. Il montre que les institutions du 2e pilier, en plus de leur rôle essentiel pour la formation de capitaux bon marché pour la bourgeoisie, remplissent un rôle important également dans le cadre de la collaboration de classe. Enfin — et cela ressort aussi des lignes citées — elles servent souvent à enrayer la baisse des effectifs syndicaux.

L'USS s'est prononcée maintes fois et sans équivoque pour le maintien de la "solution spécifiquement suisse du problème de la prévoyance" (comme l'appelle André Ghelfi dans "La Lutte syndicale" du 21 octobre dernier). Les bureaucrates syndicaux comptent en effet sur le 2e pilier pour consolider leurs positions. Nous allons voir comment.

Dans l'article du banquier Pictet que nous avons cité, celui-ci relève que le mode de placement de capitaux le plus important était jusqu'alors, pour les caisses de pension, l'achat d'obligations. Or, ces titres n'offrent aucune protection contre la dépréciation de la monnaie. En effet, une obligation de 500 francs à 4,5 %, reste une obligation de 500 francs à 4,5 %, même si la monnaie a perdu 10 ou 20 % de sa valeur. Face à cette situation, les caisses de pension — relève M. Pictet — se sont tournées de plus en plus vers l'achat d'actions. Toutes sortes de théories sur l'actionnariat ouvrier s'appuient sur cette constatation. A travers les institutions du 2e pilier, les travailleurs pourraient peu à peu détenir des paquets d'actions importants, et s'emparer ainsi de leviers de commandes décisifs dans l'économie du pays !

Ces théories fumeuses ne tiennent pas compte du fait que les capitalistes, même lorsqu'ils vendent des actions à leur personnel, prennent garde bien sûr d'en conserver toujours la grande majorité

entre leurs mains, afin de sauvegarder leur pouvoir intégral sur l'économie.

Les bureaucrates syndicaux, même s'ils ne l'avouent pas ouvertement, ne sont pas insensibles cependant à ces théories d'actionnariat ouvrier. Aussi cherchent-ils à étendre leur influence dans tout le système du 2e pilier et revendiquent-ils le renforcement de la représentation des travailleurs dans les organes de ses institutions. Cependant, comme l'affirmait la Correspondance syndicale suisse, début novembre 1969, "les travailleurs étant encore trop insuffisamment informés des questions actuarielles et de placement, ils doivent avoir le droit de se faire représenter par des mandataires de l'extérieur", c'est-à-dire par les bureaucrates ! L'USS étant déjà à la tête de capitaux gigantesques — par l'intermédiaire de ses Fédérations — elle est intéressée au plus haut point à "gagner les caisses de pension à des projets communs de placement", ainsi que le déclarait W. Jucker au Congrès de Montreux l'année dernière !

LES INTERETS DES TRAVAILLEURS

Tout ce qui est versé par les patrons et les travailleurs dans les caisses de prévoyance quelles qu'elles soient, constitue une part du salaire : un salaire différé ; à ce titre, il appartient aux travailleurs et c'est à eux seuls d'en disposer.

C'est pourquoi la revendication de l'Union syndicale d'une "plus grande représentation des travailleurs" dans la direction des caisses, d'un "renforcement de la gestion paritaire" de celles-ci n'est qu'une supercherie :

la gestion du salaire différé ne concerne que les travailleurs. La gestion complète de la sécurité sociale par les travailleurs, voilà la solution, dont la réalisation signifierait immanquablement la mort du 2e pilier.

C'est pourquoi, la sécurité des travailleurs ne peut être véritablement garantie que par une assurance vieillesse, invalides et survivants unique, couvrant entièrement les besoins des travailleurs, gérée par leurs représentants directs, élus démocratiquement, révocables en tout temps et rendant régulièrement des comptes à l'ensemble des travailleurs.

Ainsi, il devient évident que les buts fondamentaux du 2e pilier — la formation de capitaux bon marché pour la bourgeoisie — sont en opposition totale avec les intérêts des travailleurs.

Face à la manoeuvre que la bourgeoisie tente, en voulant instaurer un 2e pilier obligatoire, il s'agit de mettre en avant des revendications qui intéressent tous les travailleurs : il s'agit d'engager des luttes pour faire payer le maximum aux patrons et permettre une réelle et très large mobilisation de tous les travailleurs, dans la perspective d'une nationalisation complète de toute la sécurité sociale.

R.

* Rappelons brièvement de quoi il s'agit :

- 1er pilier. L'AVS-AI, organisée par l'Etat, obligatoire mais nettement insuffisante.
- 2e pilier. Caisses de pension, caisses de dépôts d'épargne, fonds de prévoyance, assurances de groupe.
- 3e pilier. Epargne personnelle.

taupe rouge

Edité par "Rouge"

N° 3 novembre 70

CP 193 1211 Genève 2



"Nous reconnaissons notre vieille amie, notre vieille taupe qui sait si bien travailler sous terre pour apparaître brusquement : la révolution" (K. Marx)

COMMISSIONS OUVRIERES ET COMMISSIONS D'ATELIER (3)

Nous avons déjà souligné dans les deux derniers numéros de la "TAUPE ROUGE" la signification du projet de révision du statut des commissions ouvrières proposé par la FOMH. Ce projet veut instaurer des "commissions d'atelier" selon des modalités (élections, fonctionnement, structures) qui n'ont qu'un seul but :

AUGMENTER LE CONTROLE DE LA BUREAUCRATIE SYNDICALE SUR CET ORGANISME DE REPRESENTATION DES TRAVAILLEURS.

Pour faire échec à cette manigance, nous avons montré qu'il fallait prendre les bureaucrates à leur propre jeu et proposer de VERITABLES COMMISSIONS D'ATELIER, nommées démocratiquement, par des assemblées d'atelier et défendant un programme précis.

Afin de préciser notre conception des véritables commissions d'atelier, il n'est pas inutile d'examiner quel est le statut actuel des commissions ouvrières, en prenant l'exemple d'HISPANO SUIZA.

LES COMMISSIONS OUVRIERES ACTUELLES

La caractéristique fondamentale de la commission ouvrière actuelle est tout à fait claire : c'est un instrument de "la défense des intérêts généraux des ouvriers auprès des directions" (ART.1) qui doit respecter tous les impératifs de la "paix du travail". En effet, le devoir du délégué consiste à "exercer une action médiatrice pour apaiser les litiges pouvant survenir" et à "collaborer aussi au maintien du bon ordre et de la discipline dans l'atelier où il travaille" (ART.6). Et pour compléter ces dispositions, le patronat se réserve le droit de radier tout membre de la commission ouvrière qui ne respecterait pas ces consignes (ART.11). Evidemment, la direction possède en plus le droit d'appliquer d'autres sanctions disciplinaires (ART.11), ce qui signifie le renvoi de l'entreprise.

On voit combien le patronat insère le statut de la commission ouvrière dans le cadre des impératifs issus des accords dits de "paix du travail" passés entre la bureaucratie syndicale et lui-même. Dès lors, la commission ouvrière peut-elle remplir la tâche qui lui est assignée dans l'Art. I des statuts ? Poser la question, c'est déjà y répondre.

DES ASSURANCES POUR LES PATRONS

Mais le contrôle par les patrons de la commission ouvrière ne se réduit pas à ces injonctions générales. Tout d'abord, de sérieuses limitations au droit d'élection et d'éligibilité sont instaurées.

D'une part les travailleurs âgés de moins de 20 ans n'ont pas le droit de vote, pour l'élection de la commission, d'autre part, il est nécessaire d'avoir travaillé plus d'une année dans l'entreprise. Les travailleurs de moins de 20 ans seraient-ils des demi-travailleurs ? N'ont-ils pas d'intérêts à défendre, qu'ils soient apprentis, manoeuvres non spécialisés, etc. En outre, comment se fait-il que le patron considère qu'un travailleur, après 2 semaines d'essai, se trouve réellement engagé ; alors que les travailleurs doivent justifier d'au moins une année de présence dans l'entreprise pour pouvoir participer aux votations internes ?

Il est ainsi évident que le patronat se réserve le droit de prendre des "sanctions" contre tout travailleur qui, durant la première année de son engagement, manifesterait un esprit combatif, contraire à la "paix du travail" !

Les travailleurs doivent exiger le droit de vote pour tous les travailleurs dès leur engagement dans l'entreprise, indépendamment de l'âge. Le titre de travailleur est le seul qui puisse être exigé pour déterminer qui a le droit d'être électeur.

Pour ce qui est du droit d'éligibilité à la commission ouvrière, les mesures prises par le patronat sont encore plus strictes. Tout d'abord, ne peuvent être élus que les travailleurs employés depuis "2 années consécutives dans l'usine, au 1er janvier de la votation". (ART.6).

Mais cela n'est pas suffisant : il est prévu que les trois quarts des membres de la commission doivent avoir au moins trois ans de service dans l'entreprise.

A cela s'ajoute une limitation importante en ce qui concerne les travailleurs immigrés. Les travailleurs immigrés étant au bénéfice d'un permis A ou B ne peuvent représenter que 25 % de la commission. Ces restrictions, qui limitent grandement la représentativité des travailleurs restreignent en outre, le libre choix, par les travailleurs, de leurs représentants.

Dans la discussion qui va s'engager sur le projet de "commission d'atelier" proposé par la FOMH, une des premières revendications des travailleurs doit être : la suppression de toutes ces restrictions.

LE TITRE DE TRAVAILLEUR EST SUFFISANT POUR AVOIR LE DROIT DE REPRESENTER ET DE DEFENDRE, APRES ELECTION DEMOCRATIQUE, LES INTERETS DE L'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS.

Dans le prochain numéro de "TAUPE ROUGE", nous examinerons d'autres aspects du statut des actuelles commissions ouvrières.

métaux et machines (2)

Pour des raisons historiques, l'industrie des métaux et machines s'est développée prioritairement dans quelques cantons de Suisse allemande. Aujourd'hui, le centre de gravité de cette industrie n'a pas changé de place; au contraire, il s'implante toujours plus solidement dans toute une région qu'on peut situer grossièrement de Zürich à Soleure, région devenue un pôle d'attraction extrêmement puissant, puisque l'on peut observer un mouvement très net, et de plus en plus marqué, de concentration industrielle de Suisse romande et du Tessin vers cette région; nous le verrons plus précisément par la suite.

L'industrie suisse des métaux et machines est concentrée essentiellement dans douze cantons, qui regroupent 84,7 % des exploitations de cette branche et 86,7 % des personnes qu'elle occupe.

Cantons	Nombre d'exploit.	Personnes employées	Nombre moyen de personnes par exploit.
Zürich	867	93 455	108
Berne	684	50 632	74
Argovie	344	42 614	124
St-Gall	271	24 514	90
Soleure	221	23 141	105
Vaud	280	22 448	80
Thurgovie	159	14 404	91
Genève	173	15 447	89
Lucerne	183	13 983	76
Bâle Campagne	192	13 182	69
Schaffhouse	50	11 901	238
Neuchâtel	140	10 704	77
Total suisse	4207	383 171	91

Parmi ces douze cantons, cinq occupent une place prépondérante : Zürich, Berne, Argovie, St-Gall et Soleure. A eux seuls, ils comptent 56,7 % des exploitations de l'industrie des métaux et machines de Suisse, et 61,1 % de toutes les personnes occupées dans la branche.

Le nombre moyen de personnes par exploitation, dans cette industrie, est de 91 pour toute la Suisse. Il faut comparer à ce chiffre le chiffre correspondant des trois cantons romands figurant sur notre tableau :

Vaud	80
Genève	89
Neuchâtel	77

Les cantons au-dessus de la moyenne sont ceux qui forment ce que nous avons appelé le pôle d'attraction : Zürich, Schaffhouse, Argovie, Soleure. Ces quatre cantons, s'ils regroupent à peine plus du tiers des exploitations suisses de la branche (35,2 %), abritent par contre 44,6 % des personnes qu'elle emploie.

Il est évident que le développement de l'industrie des métaux et machines se fera

désormais toujours plus vite en direction de ce centre de gravité, malgré les grandes déclarations des diverses autorités, et des responsables régionaux d'associations patronales sur les efforts et la volonté d'industrialisation des régions "défavorisées", sur le développement planifié, l'aménagement du territoire et autres "professions de foi électorales" du même style. Cela signifie que les entreprises des cantons périphériques passent progressivement sous le contrôle des grandes sociétés suisses allemandes. En suivant, sur une carte de la Suisse, le pourtour du pays, depuis le Tessin, le Valais, Genève, Vaud, Neuchâtel, jusqu'au Jura Bernois, on peut vérifier ce phénomène en avançant des noms d'entreprises. Même Bâle, pour ce qui est de l'industrie des machines, n'échappe pas à l'attraction. Plus loin, on arrive en plein centre d'attraction :

Argovie, Zürich, Schaffhouse. La Suisse "extrême-orientale" (Thurgovie, St-Gall, Grisons) suit elle aussi le mouvement, bien que moins fortement.

Il faut noter encore que, dans certains cas, des entreprises des régions périphériques, qui n'ont pas le dynamisme ou les capacités financières nécessaires pour faire front aux grands concurrents "centralisateurs", passent sous contrôle de sociétés étrangères ou disparaissent. (Ce phénomène n'est pas très important, mais il est apparu à plusieurs reprises ces dernières années en particulier.)

Ce sont sans doute les cantons de Vaud et Genève qui ont été le plus "touchés" ces dernières années. A Genève, après le départ de l'usine "Le Rêve", on a vu l'entrée d'Hoffmann-La Roche dans la société d'Instruments de Physique; mais surtout le rachat des Ateliers de Sécheron par BBC et celui d'Hispano-Suiza par Sulzer et Bührle. Par ailleurs, et cela est plus ancien, Tavano appartient à Dubied et Gardy-Tarex au groupe d'industriels et financiers, neuchâtelois essentiellement, qui dominent Cortailod-Cossonay. Enfin — et pour ne s'en tenir qu'aux principales

entreprises — les Ateliers des Charmilles ont cédé récemment un département à l'américaine Westinghouse, qui a un pied dans cette entreprise genevoise depuis longtemps.

Dans le canton de Vaud, après la disparition de Thorens, on a vu plusieurs importantes entreprises passer sous contrôle de sociétés étrangères : Tesa (Renens), Matisa (Bussigny et Renens), Riam (Morges), Bolex, département de Paillard (Sainte-Croix et Orbe). Par ailleurs, d'autres maisons importantes faisaient déjà partie depuis plus longtemps de groupes étrangers au canton : la SIM (Morges), Cossonay, Panel, Clématéite, etc.

Dans le canton de Neuchâtel, les deux principales entreprises de l'industrie des machines peuvent figurer dans cette énumération sommaire : la Favag (Neuchâtel) appartient au groupe Hasler, tandis que Dubied (Travers et Marin) évolue dans le sillage de Saurer.

Il en va de même pour les deux grands noms de la métallurgie dans le Jura Bernois : la Fonderie Boillat appartient au groupe cité de Cortailod et les usines Von Roll (Choindez et Rondez) appartiennent au trust du même nom de Gerlafingen (Soleure).

Cette évolution tend à accélérer la disparition du caractère familial de la majorité des entreprises de la branche et d'un "style de direction" très paternaliste qui en découlait, et qui ont été, ces dernières dizaines d'années, des atouts considérables pour le maintien de la politique de "paix du travail".

Le renforcement de l'exploitation des travailleurs, conséquence immédiate de la "rationalisation" qui succède à tout mouvement de concentration capitaliste, peut, dans ces conditions, provoquer un durcissement, du côté des travailleurs et amorcer le déclenchement de luttes faisant éclater le carcan de la "paix du travail".

Le "patron", pour de plus en plus de travailleurs, n'est plus qu'un intermédiaire entre eux et les véritables patrons qui siègent à Zürich, à Winterthur, Outre-Atlantique ou ailleurs. L'adversaire, celui qui renforce l'exploitation quotidienne, celui qui est responsable de l'introduction de nouveaux systèmes de salaire "scientifiques", celui qui va généraliser et imposer un système de retraites défavorable, celui qui pousse à une subordination accentuée des syndicats et des commissions ouvrières, cet adversaire se présente de moins en moins avec un visage connu, sous les traits précis du "patron" qui arrive le matin à l'usine dans sa limousine. En effet, l'évolution signalée fait apparaître toujours plus clairement que cet adversaire — beaucoup plus qu'un patron — est la bourgeoisie, la bourgeoisie et son Etat.



construisons l'internationalisme

Les 21 et 22 novembre s'est tenu à Bruxelles une conférence internationale organisée par la Ligue Communiste (Section Française de la IVème Internationale) et les Jeunes Gardes Socialistes de Belgique (organisation sympathisante de la IVème Internationale). A l'appel des diffé-

rentes sections et organisations sympathisantes européennes, 3 500 militants étaient rassemblés à l'Université Libre de Bruxelles, venus d'Italie, d'Allemagne, d'Autriche, de Suisse, de France, de Belgique, du Luxembourg, d'Angleterre, mais aussi de Suède, du Danemark, de Finlande

et surtout de Grèce et d'Espagne. Tous les pays européens, terrains de la vague de grèves de ces deux dernières années, terrains de la lutte anti-fasciste étaient représentés. Un des problèmes concrets de l'internationalisme, celui des langues, fut surmonté avec l'aide de camarades volon-



ns onale de masse

taires et polyglottes !

Après le discours d'ouverture d'Ernest Mandel, membre du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale, qui montra, face à l'internationalisation du capitalisme européen, les tâches des militants révolutionnaires, l'assemblée plénière se sépara, aux accents de l'Internationale, pour faire place au travail des commissions.

C'est en effet dans ces commissions que le travail réel de la conférence s'effectua. C'est là qu'on exposa les problèmes concrets d'intervention dans les différents secteurs, c'est là que les militants qui se trouvèrent à la tête des luttes de ces dernières années relatèrent leurs expériences et en tirèrent les leçons pour l'ensemble des camarades.

La Commission sur les luttes ouvrières était sans aucun doute la plus importante. Elle traitait du terrain fondamental d'intervention des révolutionnaires : les luttes dans les entreprises. Mais elle était également importante par le nombre des militants, et surtout par la présence de militants qui participèrent directement à toutes les luttes de ces dernières années dans l'Europe entière. Des syndicalistes de l'usine Volvo en Suède, des shop stewards (délégués d'atelier) britanniques, des militants d'Allemagne occidentale, de nombreux militants de l'industrie française et de la métallurgie et sidérurgie belge et italienne (délégués d'atelier de la FIAT de Turin, syndicalistes de l'Italsider de Bari).

Depuis plus de six mois déjà, les différentes sections de l'Internationale travaillant dans ces secteurs de l'industrie ont coordonné leur intervention au niveau européen, par des échanges permanents d'information et des conférences régulières

lières au niveau de la branche. Le travail de la commission put donc être plus approfondi. Face aux tendances générales dans toute une série de pays européens — crise du capitalisme, explosions de luttes en dehors des structures traditionnelles, revendications de type "égalitaire" — il est possible d'unifier les thèmes de l'intervention, tout en y alliant une grande souplesse tactique. Il nous faut en effet tenir compte des situations spécifiques de chaque pays — surtout de la force et de l'implantation des organisations traditionnelles — pour y accorder notre intervention, sans toutefois faire aucune concession de ligne.

La Commission des luttes étudiantes rassemblait les militants étudiants, confrontés à une situation quasiment générale au niveau européen : la crise profonde du mouvement étudiant, mais également la crise de l'université bourgeoise, qui offre un terrain propice à la renaissance de grandes luttes étudiantes. Depuis 1968, le terrain des luttes s'est déplacé de l'université aux entreprises : une des tâches du mouvement étudiant est de populariser ces luttes, de leur apporter l'appui massif d'une force militante. Le mouvement étudiant a également un rôle fondamental à jouer dans le développement des luttes anti-impérialistes. Depuis la manifestation de février 68 à Berlin pour le Vietnam, aucune manifestation anti-impérialiste internationale n'a plus été organisée. C'est une des tâches à laquelle vont s'atteler les militants étudiants présents. Ils ont proposé, tout comme pour les luttes ouvrières, d'unifier leur intervention au niveau du continent, par des conférences régulières sur les problèmes de la lutte à l'université.

Les autres commissions furent tout aussi

riches en enseignements. La commission sur les luttes anti-impérialistes, la commission sur la construction des sections de l'Internationale (particulièrement importante, parce qu'elle montrait à travers les différentes expériences les problèmes concrets de construction des organisations révolutionnaires), la commission sur les nouveaux besoins dans les pays capitalistes avancés (qui permit de poser le problème de l'intervention auprès de larges secteurs de la population, à travers les problèmes des transports, de la santé publique, de l'éducation), et une commission supplémentaire sur le problème de la libération de la femme. Deux commissions restreintes et à huis clos revêtaient une importance et une signification toutes particulières. La commission sur les Pays de l'Est et la commission sur les Etats forts (Grèce et Espagne). Dans ces pays, enfermés les uns dans le carcan stalinien, les autres dans la terreur fasciste, les militants marxistes révolutionnaires, réduits longtemps au silence par une répression farouche, peuvent aujourd'hui commencer à s'organiser, dans des conditions très dures de clandestinité. La présence à cette conférence de camarades grecs du Parti Communiste Internationaliste (Section grecque de la IVème Internationale) et du groupe "Communismo" d'Espagne, marque un pas en avant vers le regroupement d'une avant-garde dans ces pays. La lutte sera dure, mais nos camarades grecs et espagnols savent qu'ils peuvent compter sur la solidarité concrète de milliers de militants européens qui ont salué leur courage par une ovation interminable.

Le camarade Alain Krivine, membre du Bureau Politique de la Ligue Communiste et du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale clôtura la conférence. Il insista

particulièrement sur la signification de cette conférence par rapport à nos tâches et principalement sur la construction de l'Internationale révolutionnaire.

LA REALITE DE LA IVème INTERNATIONALE

Il n'est pas besoin de souligner l'importance d'une telle conférence pour la IVème Internationale. Il est pourtant nécessaire de s'attarder sur sa signification. La IVème Internationale, longtemps forte de ses acquis théoriques et de quelques militants dévoués, dut se battre sans cesse sur deux fronts : celui de la répression bourgeoise et celui des attaques stalinienne. Elle n'a pas pour autant, au cours des décennies de "traversée du désert", renié à un seul moment ses convictions communistes. Anti-stalinienne, elle n'a pas failli là où tant d'autres l'ont fait quand ils rejetaient le communisme avec le stalinisme. Elle ne s'est pas transformée en prophète de la crise révolutionnaire, mais sachant qu'en dernière analyse, la lutte des classes trancherait, elle a vu, dans la vague sans précédent de grèves de ces deux dernières années, la crise qui débloquerait le mouvement ouvrier, qui ouvrirait la voie, face à la crise aiguë du stalinisme, à la montée des courants révolutionnaires. Elle a dès lors oeuvré par tous les moyens à la construction de ses sections. Aujourd'hui, trois ans après les premières explosions étudiantes et ouvrières, elle demeure la seule force révolutionnaire organisée. Elle a su

relier son intervention concrète à la tradition bolchéviste, qui la rattache à la lutte de Lénine et de Trotsky, évitant de tomber dans les déviations spontanistes ou le fétichisme maoïste.

La réalité de la IVème Internationale, on peut la voir déjà dans l'organisation de cette conférence. On peut y voir une organisation capable de mobiliser, ayant les structures nécessaires à l'organisation d'une telle conférence dans tous les pays européens. Mais on la voit surtout dans son évolution. D'organisation longtemps propagandiste, elle regroupe aujourd'hui de nombreux militants engagés dans les luttes ouvrières, souvent les dirigeant. Des débats programmatiques, elle passe aujourd'hui à la discussion précise de l'intervention dans les entreprises, des mots d'ordre à avancer, et des instruments pour les supporter.

LA TACHE DES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES : LA CONSTRUCTION DES SECTIONS

Cette conférence revêt une très grande importance également, pour les différentes sections de l'Internationale et organisations sympathisantes. L'appartenance à l'Internationale aujourd'hui ne signifie plus simplement un accord idéologique et programmatique. C'est une appartenance organisationnelle. Les échanges d'expériences, tant dans les commissions que par les contacts individuels, ont été fort éducatifs. Les militants de l'Internationale

sont aujourd'hui avant tout des militants qui interviennent dans les luttes. Ils entendent profiter des expériences des autres sections, pour éviter leurs erreurs et ainsi avancer plus vite. C'est là que l'internationalisme prend son vrai sens.

Si la IVème Internationale apparaît aujourd'hui comme la seule force crédible à la gauche des PC staliniens, ses responsabilités n'en sont que plus grandes. Ses responsabilités d'organisation internationaliste : face à la caricature d'internationalisme que nous offrent les réunions des 81 Partis communistes, réunis 2 fois par an pour dire "Amen" aux orientations de Moscou, nous devons faire triompher notre conception de l'internationalisme. Nous l'avons fait lors de la campagne de soutien aux combattants boliviens du P.O.R., que nous avons menée l'année dernière, et dans la campagne que nous menons pour obtenir la libération de notre camarade péruvien Hugo Blanco. Nous devons d'autre part être capables d'offrir une alternative aux militants communistes sincères qui ne croient plus dans le "socialisme" des chars de Brejnev. Nous devons également intervenir, dans le but d'apporter la clarification politique, dans la crise infantile de l'extrême-gauche européenne. Face au développement des luttes, ces tâches sont urgentes. Ce n'est que dans la mesure où nous saurons les assumer que nous pourrions dire "Avec la IVème Internationale, le combat continue !"

Anna Libera



amérique latine

interview exclusive d'un militant révolutionnaire brésilien

On a beaucoup parlé, ces dernières semaines, des deux militants brésiliens expulsés par le Conseil Fédéral à cause de la propagande qu'ils menaient ici contre l'utilisation de la torture par la dictature brésilienne. Nous avons soutenu inconditionnellement ces deux camarades, victimes une nouvelle fois de la répression, pour obtenir la levée de l'interdiction et le succès du recours qu'ils ont fait.

Si nous faisons de la défense inconditionnelle des camarades frappés par la répression une question de principe, cela ne nous empêche pas de discuter leurs positions politiques. En effet, nous nous levons contre l'obscurantisme de 40 années de stalinisme, contre le blocage de tout débat démocratique entre les organisations communistes, qui forcent des militants communistes sincères à avaler des couleuvres de la taille de l'invasion de la Tchécoslovaquie, sous prétexte de "non-ingérence dans les affaires des partis frères". Pour nous, le camp de la révolution doit être le lieu d'un débat permanent et fructueux entre toutes ses compo-

santes. C'est dans cette optique que nous publions aujourd'hui une interview d'un révolutionnaire brésilien, militant de la VPR (avant-garde prolétarienne révolutionnaire), exilé à Alger. Nous ne sommes pas pour autant d'accord avec certaines de ses conceptions fondamentales, par exemple, sur la stratégie de construction du parti ou le lien entre guérilla rurale et guérilla urbaine.

Mais nous pensons que cette interview est d'un grand intérêt, parce qu'elle nous place dans la réalité concrète brésilienne et nous montre clairement les problèmes qui se posent aux militants engagés dans la lutte armée. Certes, l'approche du camarade est très pragmatique, mais nous devons tenir compte de la réalité actuelle du mouvement révolutionnaire brésilien, et ce pragmatisme en est une des caractéristiques les plus importantes. Une des grandes erreurs qui découlent de ce pragmatisme est sans aucun doute la sous-estimation des problèmes politiques. Par exemple, dans sa caractérisation des organisations stalinienne ou pro-chinoises : il

ne les juge que d'après leur pratique (en l'occurrence l'absence de pratique) sans en voir les racines qui se retrouvent dans des conceptions politiques bien précises. Il ne fait par exemple aucune allusion à l'expérience d'Allende au Chili. Mais d'autre part, ce pragmatisme offre en même temps, l'avantage d'une compréhension politique formée dans la lutte, et qui n'est pas figée dans un sectarisme aveugle. Dès lors, la confrontation avec d'autres expériences permet une réelle évolution de la prise de conscience politique. Cela apparaît clairement dans son approche de l'internationalisme : il le considérerait comme une addition de fronts, sans saisir l'interdépendance de ces fronts. Or depuis sa présence à Alger, donc à la porte de l'Europe, il a pu se rendre compte de l'importance du mouvement révolutionnaire. Le fait qu'il prenne contact avec certaines organisations, non pas pour "s'informer" ou pour "informer", mais pour mener des discussions approfondies, montre l'importance du débat politique, s'il a pour conséquence de poser le problème de la construction de l'organisation internationale.

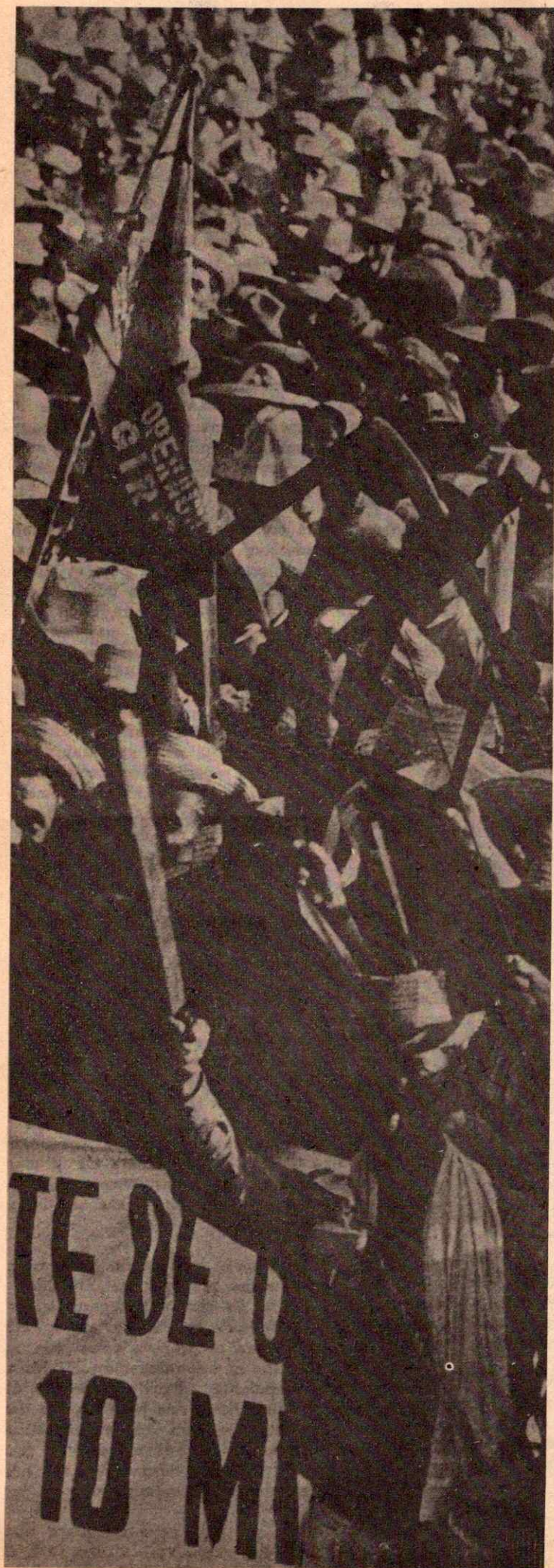
La Brèche : Camarade, tu fais partie des 40 prisonniers politiques brésiliens qui ont été libérés en échange de l'ambassadeur allemand enlevé le 15 juin dernier, et qui sont maintenant à Alger. Peux-tu nous dire tout d'abord comment ces 40 prisonniers ont été choisis parmi les nombreux militants qui peuplent les prisons de la dictature brésilienne ?

X. : Plusieurs critères ont déterminé le choix des militants libérés. Les différentes organisations politiques auxquelles appartenaient ces camarades ont donné aux organisateurs de l'enlèvement de l'ambassadeur les noms des militants qui étaient les plus importants pour leur lutte. C'est le critère fondamental : l'utilité du militant, une fois en liberté, pour le mouvement révolutionnaire. D'autres critères ont été déterminants : son comportement sous la torture et en prison pour aider et organiser les autres camarades.

La Brèche : Tu parles des différentes organisations politiques. Peux-tu nous tracer l'historique du mouvement révolutionnaire brésilien et nous exposer sa réalité politique et organisationnelle actuelle ?

X. : En effet, les 40 militants libérés appartenaient à différentes organisations qui mènent la lutte armée. 26 appartenaient à la VPR, 6 à l'ALN, 4 au MR8. Mais pour comprendre la situation actuelle il est nécessaire de retracer l'histoire du mouvement révolutionnaire qui s'est reformé au début de 1968.

En 1964, l'instauration de la dictature militaire s'accompagna d'une vague de répression sans précédent sur l'ensemble de l'opposition. Sous Goular, un vaste mouvement d'opposition légale s'était développé (syndicats) qui menait des campagnes de masse (cam-



pagnes d'alphabétisation, etc.). Cette opposition légale fut totalement balayée en 1964; les syndicats et les partis d'opposition — dont le parti communiste brésilien — furent interdits, leurs militants arrêtés massivement. Par leur incapacité totale à résister aux coups de la dictature, les partis réformistes et communiste, qui prônaient l'alliance avec la bourgeoisie, ont été totalement déconsidérés auprès de l'ensemble de la gauche.

De 1964 à 1968, la gauche ne réussit pas à s'organiser. Certains groupes radicalisés, constatant l'impossibilité de mener un travail politique sous les formes traditionnelles, recherchent de nouvelles formes de lutte. Mais pendant ces 4 ans, on n'assiste qu'à quelques tentatives de lutte armée totalement isolées qui se soldent par un échec. Au début de 1968, les premiers groupes commencent à s'organiser. On assiste à partir de ce moment à une multiplication très rapide des groupes armés différant suivant leur origine. On assiste apparemment à une atomisation de la gauche, mais en fait, ce processus représente un mouvement général vers la gauche après ces années de découragement. Le problème fondamental commun à tous ces groupes était de trouver de nouvelles formes de lutte adaptées au niveau de la lutte de classe au Brésil.

Ces différents groupes sont partis de positions politiques traditionnelles pour arriver progressivement à la lutte armée, en passant par toutes les formes intermédiaires de lutte, tous les "essais", les expériences de lutte. De même, avant d'arriver à la forme organisationnelle actuelle, ces groupes ont mené différentes tentatives de construction d'un parti avec un bras armé : du groupe armé avec une presse traditionnelle en passant par les organisations ayant des structures de parti, mais dont les militants utilisaient les armes. Ces différentes organisations hybrides ont abouti à la formation d'ensembles cohérents d'organisations structurées militairement comme le sont la VPR, l'ALN, le MR8, le MRP qui travaillent dans un front commun.

La violence du régime a en effet contribué énormément à unifier toute la gauche révolutionnaire qui mène la lutte armée. Quand le gouvernement arrête et torture en masse, les différents groupes ne peuvent pas perdre du temps à discuter des plus petites divergences. Le caractère de notre lutte, qui est une guerre populaire anti-dictatoriale et anti-impérialiste, s'est affirmé par la force même de l'ennemi, par son évidence. On a pu, à partir de positions négatives (anti-dictature, anti-impérialisme) s'unifier rapidement. Finalement, du point de vue de la structure organisationnelle elle-même, une graduelle cohérence s'est faite entre ces différentes organisations. Dans la mesure où c'est l'ennemi qui nous impose ses lois de guerre, nous sommes tous obligés de nous défendre de la même façon, d'où les structures militarisées très fermées, étanches, qui existent dans les groupes en lutte.

La Brèche : Tu as parlé de la difficulté des différents groupes à trouver des structures adaptées à la lutte armée. Peux-tu nous montrer comment vous avez tenté, et dans quelle mesure vous avez réussi à surmonter ce problème ?

X. : Tout d'abord il faut préciser la stratégie que nous nous étions fixée. Au départ, nous pensions mener la lutte armée seulement dans les campagnes, dans les maquis. Comme nous étions dans les villes, nous avons commencé à y mener des actions armées pour obtenir de l'argent et des armes, afin de pouvoir organiser les maquis. Mais comme nous voyions en même temps la nécessité d'une présence dans les villes, nous y avons organisé des secteurs politiques. Nous nous sommes très rapidement rendu compte que, en fait, c'est le secteur armé qui avait la répercussion politique fondamentale. Le secteur politique, qui était très réduit afin de ne pas causer de trop graves dangers à l'ensemble de l'organisation, mais qui était quand même la partie la plus lourde de l'organisation, travaillant sous la dictature et la répression très violente avec des méthodes traditionnelles, ne permettait pratiquement pas un contact effectif avec les masses.

On aboutit donc à une situation où le secteur politique était inopérant et où le secteur militaire ne s'occupait pas des répercussions politiques et pensait seulement à l'acquisition de matériel pour organiser la guérilla. Or il est clair que la lutte armée elle-même allait avoir une répercussion très profonde. Nous avons senti cette répercussion très rapidement dans villes, et dans la mesure où le secteur militaire s'appuyait sur le secteur politique et ne s'inquié-

taut pas de l'explication de ses actions, nous avons connu un certain isolement par rapport aux masses. Comme nous nous appuyions sur le secteur politique, nous ne revendiquions pas nos actions, et la population ne savait pas si elles étaient l'oeuvre de gangsters ou de révolutionnaires.

En conséquence de cette carence, la population a énormément tardé à comprendre qu'il s'agissait d'une opposition armée à la dictature. Ceci nous a beaucoup retardés. Les positions se sont clarifiées entre la tendance qui demandait le développement du secteur politique afin de renforcer l'explication de la lutte armée, et la tendance qui voulait transformer toute l'organisation en organisation militaire, qui axerait la lutte sur des objectifs compréhensibles à la population. Aujourd'hui il n'y a plus de secteurs "politiques" et de secteurs "armés". Il n'y a pas de secteur "non armé". Nos militants sont des combattants. Toutes les structures sont destinées au combat.

Aujourd'hui nous sommes encore trop faibles pour encadrer toute la population. Pour compenser cet isolement de l'avant-garde, qui exerce encore une violence d'avant-garde, nous utilisons la **propagande armée**. Nous essayons toujours d'adapter les objectifs militaires au niveau de la compréhension de la population, pour ainsi permettre une prise de conscience des masses.

La population au Brésil est profondément révoltée. Mais elle n'est pas politisée. C'est-à-dire que les gens se révoltent contre un patron, contre un contremaître, mais pas contre le système. Ils ne ressentent pas leur oppression comme le résultat d'un système. Dans ce sens nous devons les politiser. Ainsi nous attaquons ces ennemis conscients des masses, et dans la mesure où ils appartiennent au système, c'est l'ensemble du système qui réagit (journaux, police, armée, gouvernement). Très rapidement la population s'aperçoit qu'il y a deux camps. Par exemple, si un patron ne paie pas ses ouvriers, nous l'enlevons et nous l'obligeons à payer les salaires. Le gouvernement ne peut éviter de riposter, de faire une démonstration de force, puisqu'il est au service des patrons. Les ouvriers, eux, estiment que par leurs actions, les révolutionnaires leur restituent ce à quoi ils ont droit : leurs salaires. Ils estiment que la répression qui s'en suit et les perquisitions n'ont pas de raison d'être. La répression les place de notre côté.

L'objectif est de forcer l'autre camp à prendre position contre nos actions qui, elles, sont jugées favorablement par la population. Ceci force rapidement le clivage entre les partisans de la révolution et les partisans de l'impérialisme. L'ensemble de la lutte armée doit être mené dans le sens politique. Quand nous aurons popularisé la lutte armée, nous pourrons passer à un autre stade d'organisation de la population.

La Brèche : La lutte que vous menez nécessite une centralisation extrême de l'organisation. Comment arrivez-vous à maintenir un débat démocratique entre les militants et les instances de l'organisation ?

X. : C'est un problème important. Nous exigeons une discipline extrême et l'étanchéité implique un isolement profond des cadres qui peuvent rester parfois 4 à 5 mois sans discussions politiques. Mais tous les militants ont une liberté totale de discussion et de critique. Le débat théorique est même obligatoire — il est mené par écrit — afin de développer la discussion. La discipline doit être totale une fois les ordres donnés, mais une grande démocratie est maintenue dans le débat politique.

Ce danger — commun à toutes les organisations clandestines — de l'isolement entre la direction et les cadres aux différents niveaux, limite beaucoup notre développement. Ce développement est bien en-deçà des possibilités réelles. Mais il est aussi freiné volontairement afin de permettre une homogénéisation politique de l'organisation.

La Brèche : Au départ, vous envisagiez d'organiser uniquement des maquis dans les campagnes. Aujourd'hui vous êtes conscients de la nécessité de lutter également dans les centres urbains, sans toutefois abandonner votre première orientation. Comment concevez-vous les rapports entre la guérilla rurale et la guérilla urbaine ?

X. : Il est indispensable d'être dans les villes. Mais, même si l'on y obtient l'appui populaire, on ne peut pas le transformer en force



permanente organisée. Les structures mises en place dans les villes, à mesure qu'elles se développent, au lieu de permettre un accroissement de l'action, la réduisent, parce qu'elles deviennent trop vulnérables et difficiles à maintenir. Même si l'on arrive rapidement à organiser les masses urbaines, on aboutit à une perspective insurrectionnelle du type de Rosario et non pas à un développement combiné des deux secteurs. Le développement de la guérilla rurale apparaît indispensable.

Aujourd'hui, il nous faut "créer la campagne" à partir de la ville. L'organisation forme un pont. La base matérielle et humaine est encore la ville et nous créons des têtes de pont pour le développement de la campagne.

Dans les maquis, l'ensemble du problème politique se présente de manière différente, parce que, à mesure que nous développons l'appui populaire, nous pouvons développer notre instrument de lutte et ainsi organiser notre appui et lancer les bases d'une guerre révolutionnaire.

Dans la ville nous menons toujours une action de minorité, les petits groupes étant l'idéal du point de vue de la sécurité et de l'efficacité. Cette difficulté est commune à l'ensemble de la gauche. Sa perspective est de développer des maquis, alors que dans son ensemble elle est urbaine. Il faut adapter les gens, trouver des méthodes de lutte, connaître la campagne, afin d'éviter des expériences de travail "parachuté" de type Debrayiste, et c'est un travail très long.

La Brèche : Tu disais au début que, du fait même de la situation de clandestinité et de répression qui vous est imposée par la dictature, les divergences politiques étaient atténuées entre les différentes organisations. Avez-vous mis chacun vos divergences de côté, afin de mener une lutte plus efficace, ou cette atténuation s'est-elle opérée au cours d'un processus de discussion sur les problèmes fondamentaux ? Si cela est le cas, vous posez-vous le problème de l'unification organisationnelle des différents groupes ?

X. : L'ALN, la VPR, le MR8 et le MRT sont des organisations distinctes qui ont leurs directions et leurs structures propres, mais elles n'ont pas de divergences politiques profondes. Elles sont surtout différentes par leur origine. Le MRT et le MR8 proviennent de scissions du PC, le premier de Sao Paulo, le deuxième de Rio. La VPR est issue des groupes du MNR et l'ALN est un regroupement de groupes scissionnistes du PC dans différents Etats. Du fait de leurs origines diverses, ces organisations se sont formées selon une dynamique différente, ce qui fait la difficulté de l'unification. Nous sommes tous conscients de la nécessité de l'unification, mais nous sommes aussi conscients de l'inutilité de transformer des divergences externes entre organisations en des divergences internes à l'organisation. Nous ne voulons pas non plus d'unification des directions qui unisse des organismes à des niveaux politiques différents.

Nous envisageons cette unification à travers la collaboration dans l'action. Depuis janvier 1970, nous travaillons selon des plans d'action communs. Par cette pratique commune, on peut arriver à une égalisation graduelle des organisations, qui pourra alors permettre la construction d'une direction commune. Il faut également tenir compte du fait que nous sommes des organisations jeunes, et que nos directions s'affirment petit à petit. A partir du front commun que forment actuellement nos 4 organisations, on peut envisager une unification à moyen terme des différents groupes.

Nous assistons actuellement au processus inverse de celui de notre formation en 1968. Les différents groupes aujourd'hui convergent vers les organisations plus fortes qui mènent la lutte armée. Ainsi la REDE est entrée dans l'ALN, des scissions du PCBR dans la VPR, etc. Parallèlement à ce processus par lequel les petits groupes entrent dans les organisations plus fortes, ces organisations mènent entre elles des pourparlers d'unification depuis mars 1970.

La Brèche : Les différentes scissions de gauche du PC montrent qu'il y a une crise de ce parti et surtout de sa stratégie en Amérique Latine. Quelle est aujourd'hui la crédibilité de cette stratégie ?

X. : Le PC est pratiquement vide. On a vu en 1964 qu'il était incapable de lutter, il a été décimé par la répression, et d'autre part, ses cadres les plus conscients ont rejoint la gauche révolutionnaire. Pour nous, le PC n'est pas un problème comme il l'est pour les militants révolutionnaires européens qui doivent lutter à la fois contre la bourgeoisie et contre les partis stalinien. La dictature a éliminé l'opposition légale, et le PC n'offrait pas de stratégie de rechange. L'échec est assez évident pour toute la gauche.

La Brèche : Que proposent les organisations maoïstes pour la lutte au Brésil ?

X. : Les maoïstes brésiliens — le PC du Brésil dans lequel est entré l'AP (Action Populaire), mouvement catholique de gauche radicalisé — proposent de transposer la réalité chinoise au Brésil. C'est également un échec. Ils ont en fait plus de positions que de travail pratique. Ils proposent de préparer les masses des campagnes pour ensuite prendre les villes. Nous pensons que l'on ne peut pas séparer la lutte de la préparation de la lutte. C'est dans la lutte elle-même qu'on développe notre instrument de lutte, en montrant notre capacité d'action.

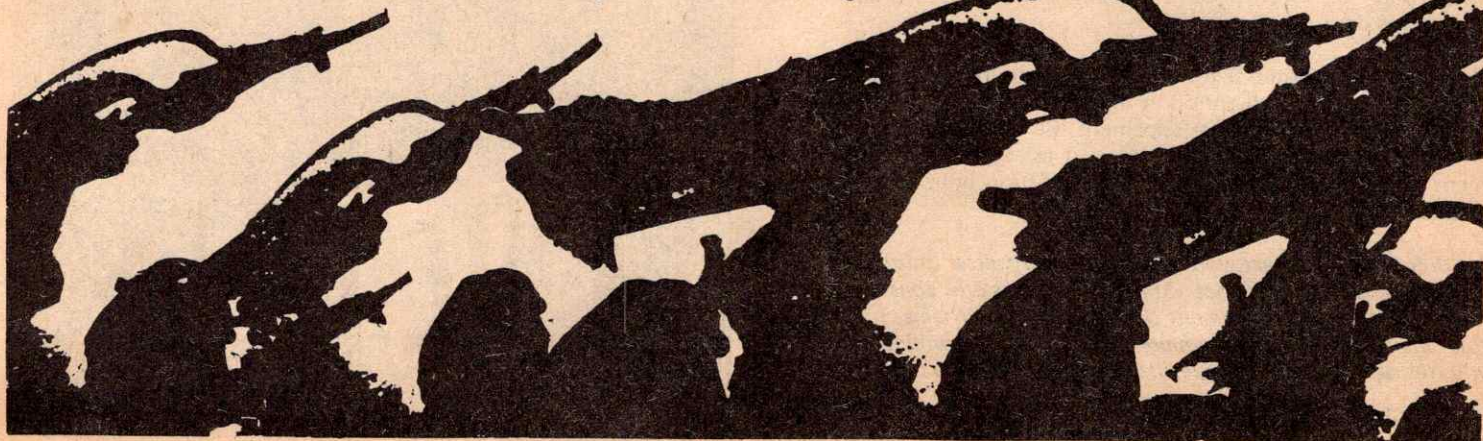
La Brèche : Et au niveau du continent ? Comment envisagez-vous de vous intégrer aux différents fronts de luttes internationaux ?

X. : Nous avons répondu à l'appel du Che "Créer deux, trois, de nombreux Vietnam". Nous nous considérons partie intégrante du front anti-impérialiste mondial. Nous pensons qu'il n'est pas nécessaire de développer des contacts entre ces différents fronts si on ne peut les transformer en aide effective, et nous sommes encore trop faibles pour cela.

Nous avons conscience d'appartenir au front des guerilleros de Guinée portugaise, du Vietnam, du Cambodge. Notre meilleure preuve de solidarité est de développer la lutte au Brésil.

La Brèche : Vous êtes aujourd'hui en exil à Alger. Comment envisagez-vous de continuer votre lutte ?

X. : Ces derniers mois, nous avons surtout suivi des traitements médicaux, afin d'effacer les traces des tortures que nous avons subies. Mais déjà nous avons commencé à prendre une série de contacts internationaux. Nous pouvons voir l'important développement de l'extrême-gauche révolutionnaire en Europe, fait dont nous n'étions pas conscients. Mais il est clair que, pour la plupart d'entre nous, la perspective est le retour à plus ou moins long terme au Brésil pour reprendre la lutte. Cela ne pose pas de graves problèmes. Les frontières sont très perméables. La femme même du Président de la République fait de la contrebande. On peut faire passer n'importe quoi par les frontières. Des militants révolutionnaires également !



activités de la ligue marxiste révolutionnaire

LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE ET ROUGE VERS UNE ORGANISATION AU NIVEAU ROMAND

Le développement du travail politique de nos deux organisations, l'extension géographique de nos sections et la multiplication des tâches rendent la structure actuelle inadéquate : il est urgent d'organiser plus solidement la centralisation de l'organisation, seul moyen de capitaliser les expériences des cellules, d'inscrire leur travail dans une perspective politique d'ensemble et de renforcer, de ce fait, les bases d'un développement démocratique de la Ligue et de ses sections. Organisation géographiquement de plus en plus décentralisée, la Ligue doit se donner maintenant à la fois les moyens d'intervention propres à chaque section et les moyens centraux d'élaboration, de contrôle et d'impulsion.

Toute une série de rapports, envisageant la situation politique dans laquelle intervient cette restructuration et définissant de nouvelles formes organisationnelles, sont actuellement en préparation en vue d'un Congrès que Rouge et la LMR tiendront dans le courant du mois de janvier. Au-delà de ce premier congrès de réorganisation sera posée immédiatement la question du rattachement de la Ligue au mouvement marxiste révolutionnaire international, à la IV^e Internationale. Un congrès aura également à se prononcer à ce sujet.

LA PRESSE DE LA LIGUE ET DE ROUGE

Notre travail d'intervention se poursuit dans les trois secteurs "jeunes", "étudiants" et "travail ouvrier". Chacun des trois secteurs dispose d'une presse qui rencontre un écho indéniable : La Taupe pour les cellules "jeunes", Uni-Brèche pour les cellules "étudiants" et Brèche-Usines (Taupe Rouge à Genève) pour les cellules de travail ouvrier. Quant à La Brèche, qui compte bientôt un millier d'abonnés, elle est vendue régulièrement en vente militante et constitue l'instrument général de politisation, indispensable au travail de chaque cellule.

De plus, chaque cellule diffuse, de façon régulière ou occasionnelle des tracts particuliers sur une entreprise, une école ou un institut donnés.

C'est au travers de ces interventions multi-formes et régulières, sous-tendues par un travail continu de formation et d'analyse, que nous cherchons à construire, pas à pas, une organisation au niveau national.

TRAVAIL OUVRIER

Les cellules de travail ouvrier ont diffusé

ces dernières semaines le No 3 de Taupe Rouge et le No 6 de Brèche-Usines. Au centre de ces deux numéros : la question du congrès de la FOMH, des commissions ouvrières, des caisses de pension et de la politique sociale actuelle de la bourgeoisie. Nous y revenons dans ce présent numéro. Par ailleurs, les cellules sont intervenues sur des questions de salaire (arbitraire du système de répartition annuelle aux Câbleries de Cossonay, salaire aux points chez Matisa à Lausanne), de caisse de pension (Bobst à Lausanne) et sur la question syndicale (Paillard). A Genève, nos camarades sont intervenus à la Murer, dans un tract en français et en serbo-croate, pour dénoncer l'exploitation des immigrés yougoslaves. Quelques jours plus tard, "Syndicalisme" (organe des syndicats chrétiens) et la "Voix Ouvrière" découvraient le problème et se targuaient d'être les premiers à attacher le grelot...

Parallèlement, le travail de formation se poursuivait : deux conférences ouvrières ont permis d'aborder successivement l'analyse des nouveaux systèmes de salaire et la discussion d'un premier bilan de notre travail ouvrier.

CONTRE LA PMI

A Genève, face au référendum relatif à la Police mobile intercantonale (PMI), nous avons proposé aux organisations politiques de gauche une politique d'intervention commune contre la PMI, étant bien entendu que nous ne nous faisons aucune illusion sur la portée d'une pareille votation et que nous ne pouvons que rejeter la politique opportuniste et sans perspectives du Parti du Travail, par exemple, qui, par le seul appel aux "forces démocratiques", à l'"opinion publique", voire au "peuple suisse" entretient la plus grande confusion sur le rôle de l'état bourgeois et sur la "démocratie bourgeoise". La confrontation publique des positions respectives des différentes organisations sur ce problème de la PMI, de la répression et de la lutte contre l'état bourgeois nous apparaissait comme un premier pas vers l'unité concrète des luttes ouvrières : notre proposition a rencontré l'incompréhension des uns et le silence embarrassé des autres. En définitive, Rouge, la LMR et le cercle La Taupe ont diffusé leurs propres tracts sur la question — ce qui était d'ailleurs prévu quoi qu'il en soit, l'action commune n'excluant pas, par principe, l'intervention propre de chaque organisation.

A NEUCHÂTEL : TENTATIVE D'ENTRAVER LE TRAVAIL DE LA LIGUE

A Neuchâtel, où se poursuit le travail de

formation au sein du Comité-Brèche, la cellule de la Ligue organisait le 17 novembre un meeting sur le thème "Vers les Etats-Unis socialistes d'Europe". Une première pression des milieux catholiques de la place nous privait tout d'abord de la salle du Faubourg. Puis, au dernier moment, les chefs syndicaux nous retiraient le Cercle des Travailleurs. Simultanément, la police faisait pression sur divers gérants de salles publiques, afin qu'ils nous refusent aussi l'accès de leurs locaux. Finalement, devant une centaine de jeunes, le meeting pouvait se tenir à la Maison de la FEN. Le lendemain, nous répondions à cette tentative de priver notre organisation du droit de s'exprimer publiquement par la diffusion d'un tract où nous soulignons que la démocratie n'est, dans le système capitaliste, qu'une question de rapports de force et nous appelions à l'unité des travailleurs contre les mesures de répression, contre l'offensive anti-salariale et pour la liberté d'expression.

EN BREF

A l'Université de Lausanne, la Fédération des comités d'action au sein de laquelle travaillent nos militants et des sympathisants regroupés dans le Comité Uni-Brèche (CUB) a mis en échec l'opération "participation" lancée par le rectorat. Le dernier numéro d'Uni-Brèche (feuille d'information et d'action étudiante) définit la position de la Ligue dans la lutte contre la réforme bourgeoise de l'Université.

Le cercle Spartacus, dirigé par la cellule "jeunes" de Lausanne, a organisé récemment des débats sur le pacifisme, la lutte révolutionnaire en Amérique du Sud (au travers des événements récents du Chili). La cellule a également diffusé différents tracts sur l'enseignement du sport, sur le Gymnase de la Cité et sur l'expulsion des militants brésiliens. Le No 2 de La Taupe sort ces jours de presse.

A Delémont, dans le cadre de la création de la section locale, un meeting public s'est tenu le 4 décembre sur le thème "Impérialisme et pays sous-développés". La cellule a commencé un travail dans les usines de la région.

Nous rappelons ici les adresses de nos différentes sections :

Lausanne, case postale 86, 1000 Lausanne 20 Sévelin
Genève (Rouge), case 193, 1211 Genève 2
Neuchâtel, case 67, 2034 Peseux
Vevey, case 133, 1800 Vevey 2 Orient
Nyon, case postale 109, 1260 Nyon

A NOS ABONNÉS ...

AVEZ-VOUS RENOUVELE VOTRE ABONNEMENT ?

Avec le précédent numéro de LA BRECHE (le No 12) s'achevait l'abonnement de ceux qui ont souscrit dès le numéro 1. Nous invitons donc ces lecteurs à renouveler au plus vite leur abonnement, s'ils ne l'ont pas encore fait.

Il en va de même, avec le présent numéro, pour ceux qui sont abonnés depuis le numéro 2. Nos prix d'abonnement — malgré le prochain passage au bi-mensuel — restent inchangés pour le moment. Du nombre d'abonnements enregistrés et des ventes au numéro dépendra la possibilité de maintenir ces prix.

BRECHE-DOCUMENTS

Ainsi que nous l'avons annoncé dès notre numéro de septembre, la collection Brèche-document, dont 6 numéros devaient être livrés dans le cadre d'un abonnement complet de fr. 20.--, a été abandonnée. Nous avons en effet commencé l'édition de documents en commun avec la Ligue Communiste (France) et la Jeune Garde Socialiste (Belgique), qui remplaceront désormais cette collection pour nos abonnés. Toutefois, les débuts de cette nouvelle collection internationale ont été plus lents que prévus. Aussi avons-nous pris un certain retard dans la livraison de ces documents, retard qui sera rattrapé d'ici février prochain.

Désormais, tout abonnement de fr. 20.--, en plus de LA BRECHE, donne droit à 6 documents à choisir parmi les numéros disponibles de notre nouvelle collection internationale et les Brèche-documents parus. Pour l'instant, nous disposons des documents suivants :

- Mandel : Aliénation et planification
- Biafra, bilan d'une sécession
- Proche-Orient : de la résistance palestinienne à la révolution socialiste

et prochainement (collection internationale)

- URSS, pays socialiste ou pays capitaliste ?
- à Cuba si !
- Révolution en Guinée

...ET A TOUS NOS LECTEURS

LA BRECHE DANS LES KIOSQUES

Dès son numéro 12, La Brèche a été mise en vente à Genève et Lausanne dans un certain nombre de kiosques et magasins de journaux. Si l'expérience paraît concluante au diffuseur, elle sera poursuivie et élargie à d'autres points de vente. Vous qui n'êtes pas abonnés, demandez La Brèche à votre marchand de journaux habituel.

SOUSCRIPTION POUR LA BRECHE BI-MENSUELLE

Avant la fin de l'année, disions-nous dès septembre, La Brèche deviendra bi-mensuelle. Il ne s'agissait pas d'un simple vœu de notre part, mais de la constatation qu'une parution plus fréquente devenait indispensable. Mais cette mutation nous oblige à engager de nouvelles dépenses considérables : en particulier, la location de nouveaux locaux et l'engagement d'un "permanent technique" (le travail d'impression, de montage de maquettes, etc., de nos tracts, Brèche-usines, Taupes, Uni-Brèches, plus d'un bi-mensuel, ne pouvant plus être assuré par des militants

seulement).

Ces dépenses, nous ne pouvons les couvrir, au départ, que par une souscription spéciale, que nous avons ouverte à fin octobre. Aujourd'hui, nous avons déjà reçu plus de fr. 2000.--, de nombreux abonnés; nos militants ont récolté par ailleurs à peu près la même somme. Nous voici donc à la moitié de la somme nécessaire, indispensable à recueillir d'ici fin décembre.

Nous comptons sur chacun de nos lecteurs pour atteindre à temps l'objectif que nous avons dû nous fixer.

Souscription pour La Brèche bi-mensuelle : CCP LA BRECHE 10-256 69 Lausanne.

Je désire prendre contact avec la Ligue Marxiste Révolutionnaire pour participer aux activités du comité Brèche de Lausanne, Nyon, Vevey, Neuchâtel.

Nom :

Adresse :

Profession :

Lieu de travail :

Toute correspondance à :

LA BRECHE, case postale, 1000 LAUSANNE 20, ou
case 109, 1260 Nyon
case 67, 2034 Peseux

souscription
pour
la brèche
bimensuelle

CCP LA BRECHE 10-256 69, Lausanne,
mention "souscription bi-mensuel"

librairie "Brèche"

LIBRAIRIE LA BRECHE

A la fin du mois de décembre, la "Librairie Brèche" s'installe dans de nouveaux locaux et ouvre un magasin au public — 11, rue de la Borde, à Lausanne. On y trouvera en particulier toutes les publications de la LMR (journaux, brochures, affiches), de la Ligue Communiste (France) et d'autres organisations marxistes-révolutionnaires, de même que de nombreux ouvrages des classiques du marxisme et les publications des éditions Maspéro. A Vevey, la "Librairie Brèche" tient une permanence aux heures indiquées sur la porte de son magasin — 27, avenue Nestlé.

"MISTER MANN"

Attendu depuis longtemps, "Mister Man", de Gaston Cherpillod (éditions CEDIPS), paraît ces jours. Les souscripteurs le recevront immédiatement. Ce livre est en vente dans toutes les librairies (fr. 8,50).

Chez le même éditeur :

Anne Cunéo — La Vermine fr. 9.50
Le Sport, embrigadement des jeunes
fr. 1.-- (document Spartacus)

POSTER MARX

Le poster "Notre candidat" que nous avons édité à l'occasion des élections communales vaudoises en 1969, a été ré-imprimé. Nous disposons à nouveau d'un stock important. Plusieurs lecteurs, qui nous en ont commandés ces derniers mois (et payés d'avance), recevront leur dû ces prochains jours. Si nous oublions l'un d'entre eux, il vaudra bien nous le signaler (avec la date précise de son versement).

Vietnam, Laos, Cambodge, même combat	2.--
Crosse en l'air, le mouvement ouvrier et l'armée 1900/1914	2.--
Eléments de théorie économique marxiste	2.--
Les marxistes-révolutionnaires dans l'enseignement	2.50
L'armée : service national au service du capital	2.--
La conception policière de l'histoire	1.--
L'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale (Programme de transition)	2.--
"Le complot trotskyste" en Tchécoslovaquie	2.--
La révolte de la Mer Noire, André Marty, révolutionnaire	2.--
L. Trotsky - Nature de l'Etat soviétique	2.--
L'ennemi est dans notre pays (l'antimilitarisme révolutionnaire)	2.--
Nathan Weinstock - Le mouvement révolutionnaire arabe	6.--
Capitalisme suisse et travailleurs étrangers (document LMR)	3.--
Le sport, embrigadement des jeunes (document Spartacus)	1.--
Proche-Orient : de la résistance palestinienne à la révolution socialiste	3.--

Toutes ces publications peuvent être commandées à
LA BRECHE, case postale 1000 Lausanne 20,
CCP 10 - 256 69

promotion staline

LE PARTI DU TRAVAIL EN QUESTION *

Gaston Cherpillod fut du POP, conseiller communal même. L'expérience de ce militant, "gueule cassée de l'histoire", est typique : parti à la recherche de l'instrument libérateur, il fait l'expérience du vide politique, d'un marxisme "forme ampoulée de l'analphabétisme" comme il dit; rejeté par ce parti dont il gêne les célébrations rituelles, le rejetant, il se retrouve un beau matin, seul, chargé de scepticisme quant à l'action politique.

Et le récit qu'il fait de cette traversée du désert est le reflet minutieux et vengeur de ce que plusieurs d'entre nous ont vécu. A travers ces anecdotes significatives, ses portraits impitoyables, sous l'humour et le pamphlet, nous retrouvons — d'autres, peut-être, découvriront — un parti qui a failli à sa tâche; qui, par exemple, a oublié ce que Marx dit des classes moyennes : "réactionnaires, elles cherchent à faire tourner à l'envers les roues de l'histoire", puisque, dans sa politique de **rassemblement populaire**, le PST affirme que le commerce familial, l'artisanat, la petite industrie "ont les mêmes intérêts que l'ouvrier et le paysan" :

"Laissez venir à moi les petits producteurs, s'exclame évangéliquement le POP. Il croit qu'ils lui tomberont dans les bras, pour peu qu'il assouplisse ses positions. Et je te fais miroiter aux couches précapitalistes qui ne s'y laissent pas prendre l'éclat trompeur de la **démocratie avancée**..."

un parti qui croit possible l'unité de la gauche avec le PSS qu'il "admoneste fraternellement" :

"Le PST disait de la social-démocratie, il y a trois ans, "qu'elle se compromettait trop souvent avec la politique gouvernementale" (...) Laissez-moi rire. **Trop souvent et avec.** Il suffit d'un adverbe et d'une préposition pour accabler toute une philosophie politique. Que l'exégèse est donc commode ! La social-démocratie ne se compromet pas : elle a effectué un choix délibéré. Accident, la présence de deux socios au Conseil Fédéral ? Calcul, la délégation de pouvoir accordée par leurs amis à messieurs Tschudi et Graber ? Point du tout. Il s'agit du développement d'une **stratégie fondée en doctrine et en histoire.** Ce n'est pas moi qui l'écris, mais un idéologue du PSS..."

C'est l'électoratisme du parti qui l'empêche de mener une campagne active pour les droits politiques des ouvriers étrangers :

"Le Parti prie pour la justice ainsi qu'une procession implorerait la venue de la flotte : faites, mon Dieu, que les ouvriers étrangers aient des droits politiques ! Ils ne se sont guère enroués à les réclamer, ces droits-là; ils n'en sont pas devenus aphones, les révisos. C'est à mi-voix qu'ils exprimèrent leurs souhaits. Que le Seigneur les ouït, bon, mais le peuple, bernique !

Chacun poussait du coude son voisin : "Ne murmure pas si fort ! Les citoyens t'entendront". Pas une affiche pour condamner l'initiative Schwarzenbach. Une campagne d'une effarante mollesse. Une fois de plus, je reconnus le Parti d'avant-garde; il craignait pour ses suffrages..."

Pour cela, pour la dénonciation de ce "parti de votards plutôt que de militants actifs", le livre de Cherpillod s'impose, et aussi pour la présence

dans l'oeuvre de sa forte personnalité, pour son style savoureux.

Il est toutefois un point sur lequel nous divergeons : se désaliéner hic et nunc, comme il le dit, vouloir faire du militant la préfiguration de l'homme, c'est un beau rêve certes, mais qui ne tient pas compte de tout le poids de la société bourgeoise et du fait que toute organisation révolutionnaire, qu'elle le veuille ou non, emmagasine pas mal de contradictions de cette société bourgeoise. On peut et on doit en être conscient; on doit construire un instrument révolutionnaire aussi "pur" qu'il se puisse; mais la désaliénation définitive réside dans l'abolition de la société de classes; elle passe par la révolution à laquelle les militants travaillent, en nabots qui veulent devenir hommes.

Et puis, Marx ne s'est-il vraiment jamais intéressé aux passions : la société sans classe que Marx évoque dans le Manifeste ou dans les Grundrisse, fondée scientifiquement, n'est-elle pourtant pas le fait d'un visionnaire auquel l'imagination ne manque pas plus que l'esprit. ?

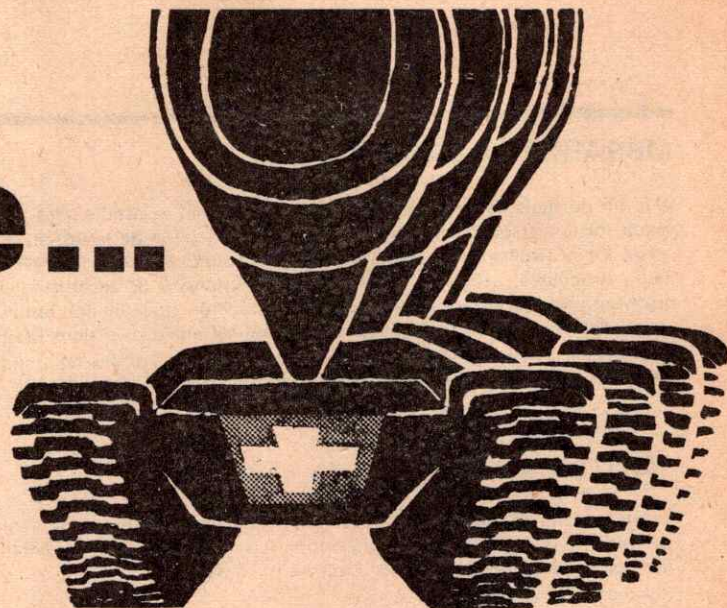
"La jeunesse la plus pure s'écoeure. Elle réclame un autre monde", dit Cherpillod et il rejette les vieux instruments émoussés que d'aucuns veulent utiliser à forger ce monde nouveau : il convient de se mettre d'accord maintenant sur le nouvel instrument.

A nous de jouer !

* Gaston Cherpillod, Promotion Staline. Lausanne, La Cité, 1970.

En vente à notre adresse : fr. 10.--

le procès bührle...



Les "grands procès" sont toujours des révélateurs de la société qui les intente. Ils sont une rupture dans l'idéologie dominante, dans l'image qu'une société secrète d'elle-même : le procès intervient pour "purifier" cette image; la bourgeoisie l'intente pour pouvoir dire : "Vous voyez, ce n'est pas nous; quand M. Bührle agit de la sorte, ce n'est pas un bon bourgeois. Nous renions ces activités".

Mais l'artifice du procès n'atteint pas pleinement son but. Beaucoup de travailleurs, à l'occasion du procès Bührle, auront pensé : voilà comment se comportent ceux qui sont les maîtres des richesses que nous produisons; M. Bührle n'est pas un patron exceptionnellement malhonnête; ses collègues des conseils d'administration des grandes banques, de l'Etat Major Général, lui ressemblent certainement. Malgré la condamnation, l'image de la bourgeoisie est ternie.

La bourgeoisie en est bien consciente. Pourquoi donc a-t-elle traîné Bührle en justice ?

Ce phénomène est assez rare; il a fallu la dernière guerre mondiale pour qu'un Krupp soit condamné; aujourd'hui, on verrait difficilement un Dassault, en France, obligé de comparaître devant un tribunal; l'affaire fracassante des vedettes de Cherbourg n'a conduit qu'à quelques mutations et autres sanctions administratives.

Le Tribunal Fédéral est le fruit de la Révolution de 1848. Il fut mis sur pied par les radicaux de façon à éliminer les juristes libéraux réactionnaires et cantonalistes d'une des institutions les plus nécessaires à un marché national nouvellement créé : sa naissance et son histoire sont profondément marquées de l'idéologie radicale-démocratique de 1848 et 1874.

Cette idéologie petite-bourgeoise a pu se maintenir grâce à la passivité de la classe ouvrière et à la politique de collaboration de classe des organisations qui impulsèrent la paix du travail.

Ce qui ne l'empêchera pas d'ailleurs, durant l'entre-deux-guerres, sous le couvert d'un hyper-nationalisme, de prendre des mesures extrêmement dures contre la classe ouvrière. Mais l'opération était relativement subtile : la répression se manifestait pour protéger la "démocratie helvétique", aspect du nationalisme. Cette politique prit son ampleur surtout dans les années trente.

Elle joua la même carte durant la période de guerre froide au travers d'un anti-communisme digne du Mac-Carthisme. Ainsi, grâce au masque de la défense de la "démocratie nationale", elle put maintenir la façade démocratique, qui est le meilleur camouflage de la nature de classe de la justice : c'est dans ce sens qu'il faut comprendre la condamnation de Bührle et consorts. (*)

ET M. WALDER !

M. Walder, le Procureur Général de la Confédération, chef de la Police Fédérale, a montré beaucoup plus nettement la classe qu'il sert.

Alors qu'il est à l'origine de l'interdiction de séjour prononcée contre Mandel, alors qu'il a retenu 3 militants d'extrême-gauche en prison pendant un mois sans leur donner la possibilité d'être entendus par un magistrat, alors qu'il procède au fichage des enseignants de gauche (comme l'ont montré ses déclarations à propos du "Petit Livre Rouge des Ecoliers"), il n'a requis contre des délinquants aussi graves que Bührle et consorts, que des peines avec sursis.

Gaius

(*) Le Tribunal Fédéral, contrairement à certains théoriciens de la nouvelle gauche, a parfaitement compris la différence de nature qui existe entre capitalistes et "technocrates" : Bührle a été condamné beaucoup moins sévèrement que les "tops managers".

la brèche

case postale
1000 Lausanne 20 Sévelin
CCP 10 - 256 69

organe mensuel de la Ligue Marxiste Révolutionnaire
édité en collaboration avec "Rouge" (Genève)

Abonnement simple : un an	fr. 10.--
Abonnement complet (La Brèche et documents)	fr. 20.--
Abonnement de soutien	fr. 40.--

Lisez "LA TAUPE" No 2
organe du "Cercle Spartacus" (Lausanne)
et du "Cercle La Taupe" (Genève)
adresse :

case postale 1000 Lausanne 20
case 193 - 1211 Genève 2

Adresse de LA BRECHE à			
Nyon	: case postale 109	1260	Nyon
Neuchâtel	: case 67	2034	Peseux
Vevey	: case 133	1800	Vevey 2 Orient